

**AVENANT N°2**  
**CONVENTION - CADRE RELATIVE**  
**AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS**  
**DU BASSIN DE LA SEUDRE**

Entre :

**L'Etat,**

représenté par Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime, préfet pilote du PAPI Bassin de la Seudre,  
M. Brice BLONDEL,

*Préfecture de la Charente-Maritime - 38 rue Réaumur - 17017 LA ROCHELLE*

et

**La Région Nouvelle-Aquitaine,**

représentée par son Président, M. Alain ROUSSET

*Région Nouvelle-Aquitaine - 14, rue François de Sourdis - 33077 BORDEAUX*

et

**Le Département de la Charente-Maritime,**

représenté par sa Présidente, Mme Sylvie MARCILLY

*Département de la Charente-Maritime - 85 Boulevard de la République - 17076 LA ROCHELLE*

et

**La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique,**

représentée par son Président, M. Vincent BARRAUD,

*Communauté d'Agglomération Royan Atlantique - 107, avenue de Rochefort - 17200 ROYAN*

et

**La Communauté de Communes du Bassin de Marennes,**

représentée par son Président, M. Patrice BROUHARD,

*Communauté de Communes du Bassin de Marennes - 10, rue du Maréchal Foch - 17320 MARENNES*

et

**Le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre,**

porteur du Programme d'Actions de Prévention des Inondations Bassin de la Seudre,

représenté par son Président, M. Pascal FERCHAUD

*Syndicat mixte du bassin de la Seudre – 17 rue de l'électricité - 17200 ROYAN*

Ci-après désignés par « **les partenaires du projet** »

## **Préambule**

Le bassin de la Seudre a connu ces dernières décennies plusieurs événements météorologiques majeurs : une crue centennale en 1982, la tempête Martin en 1999 et la tempête Xynthia en 2010. Ces événements ont à chaque fois engendré d'importants dégâts matériels, économiques, mais aussi environnementaux.

Face à cette problématique, le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS), sous l'impulsion de ses élus, s'est saisi en 2013 de l'appel à projet du Ministère de l'Environnement pour engager un Programme d'Actions de Prévention des Inondations d'intention, contractualisé de 2014 à 2017. Grâce aux études ainsi menées le PAPI complet Bassin de la Seudre a été élaboré puis labellisé en Commission Mixte Inondation le 17 octobre 2017. Compte tenu de son périmètre couvrant l'ensemble du bassin versant, de ses compétences en adéquation avec les objectifs PAPI et de son expérience dans la mise en œuvre de cette démarche, le SMBS a été choisi d'un commun accord pour devenir la structure porteuse du PAPI complet. La convention cadre du PAPI a été signée en juillet 2018 et la mise en œuvre du programme est assurée depuis cette date par le SMBS et les différents maîtres d'ouvrages.

Le 18 mai 2021, un premier avenant a été labellisé par la Commission Inondation du Bassin Adour Garonne. Trois actions ont été ajoutées et les délais de mise en œuvre du PAPI ont été prolongés jusqu'en 2025. Depuis, les études préalables aux travaux de l'axe 7 du PAPI ont donné de premiers résultats montrant la nécessité d'un nouvel avenant au PAPI.

## **Article 1 – Périmètre géographique du projet**

Le projet concerne le bassin de la Seudre, faisant partie de la région Nouvelle-Aquitaine et plus précisément du département de la Charente-Maritime. Le périmètre PAPI complet, équivalent à celui du PAPI d'intention, intègre pour tout ou partie de 67 communes.

Le PAPI couvre géographiquement l'ensemble des secteurs inondables par débordement de cours d'eau à l'échelle d'un périmètre hydrographique cohérent (le bassin versant) ainsi que ceux soumis aux submersions marines dans le bassin de risque de l'estuaire de la Seudre et sur l'ensemble de la commune de Bourcefranc-le-Chapus.

Les communes concernées figurent à l'intérieur du périmètre défini en Annexe 1 de la présente convention.

## **Article 2 – Durée de la convention**

La présente convention couvre une période de 5 ans à compter de sa signature par l'ensemble des partenaires du projet.

## **Article 3 – Cadre juridique**

Les principaux textes applicables dans le cadre de la Convention sont rappelés ci-après :

- Directive européenne n°2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation ;
- Stratégie nationale de gestion des risques d'inondation arrêtée le 7 octobre 2014 ;
- Plan de gestion des risques d'inondation du bassin Adour-Garonne ;
- Stratégie locale de gestion des risques d'inondation du TRI « Littoral Charentais-maritime » ;
- Code de l'environnement, notamment les articles L. 561-1 et suivants ;
- Article 128 de la loi de finances n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 pour 2004 ;
- Article 136 de la loi de finances n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 pour 2006 ;
- Décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.
- Décret n° 2021-516 du 29 avril 2021 portant abrogation de certaines dispositions relatives à la prévention des risques naturels majeurs (partie réglementaire du code de l'environnement)
- Décret n° 2021-518 du 29 avril 2021 relatif au fonds de prévention des risques naturels majeurs (modification de la partie réglementaire du code de l'environnement)
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne ;
- Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin de la Seudre ;
- Cahier des charges « PAPI 3 2021 Version post-guide FPRNM » ;
- Instruction du Gouvernement du 10 mai 2021 portant mise en œuvre du cahier des charges de l'appel à projets relatif aux programmes d'actions de prévention des inondations (« PAPI 3 2021 ») ;
- Avis favorable de la DREAL Nouvelle-Aquitaine du 26 janvier 2024 pour l'avenant n°2 au PAPI complet du bassin de la Seudre (cf. Annexe 2).

## **Article 4 – Objectifs du projet de prévention des inondations**

En s'engageant à soutenir ce projet de prévention des inondations, les acteurs co-signataires affirment leur volonté de réduire de façon durable les dommages aux personnes et aux biens consécutifs aux inondations en mettant en œuvre une approche intégrée de prévention des inondations selon le programme d'actions



décrit ci-après.

Par la mise en œuvre des actions de ce programme d'actions, les partenaires du projet s'engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

#### **Article 5 – Contenu de l'avenant au programme d'action et maîtrise d'ouvrage**

Parmi les sept axes définis par le cahier des charges « PAPI 3 », le projet d'avenant au programme d'actions objet de la présente convention a retenu des modifications dans les 4 axes d'intervention suivants :

Axe 1 : l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

Axe 5 : la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Axe 7 : la gestion des ouvrages de protection hydrauliques

Le programme d'action du présent avenant est défini dans les fiches jointes en Annexe 3 de la présente convention. Ces fiches précisent notamment la maîtrise d'ouvrage, le plan de financement ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de chaque action. Les lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et les lettres d'engagement des co-financeurs du programme sont annexées à la présente convention (cf. annexe 4).

#### **Article 6 – Modification du montant et de l'échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations**

Sur la durée de la convention, le coût total du programme est modifié. Il est évalué à 24 066 114,26 € (somme du montant des actions en TTC sauf pour les actions de l'axe 7 pour lesquelles le maître d'ouvrage récupère la TVA, cf. détail en annexe 5).

**Ce coût total** se répartit entre les différents axes du programme de la manière suivante :

Animation du PAPI	558 800 € TTC
Axe 1	313 600 € TTC
Axe 2	0 €
Axe 3	ETP communes et Animation PAPI
Axe 4	Animation PAPI
Axe 5	2 234 420 € TTC
Axe 6	60 000 € TTC
Axe 7	20 899 294,26 € HT
<b>Total</b>	<b>24 066 114,26 €</b>

L'échéancier prévisionnel modifié de l'engagement des dépenses est le suivant :

Engagement prévisionnel des dépenses par année (programme cumulé)												
Financiers	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
Etat (TTC)	20 320 €	53 320 €	86 070 €	62 070 €	38 420 €	322 220 €	375 755 €	325 255 €	333 895 €	315 895 €	36 502 €	1 969 720 €
(Axe 7 HT)		12 561 €	123 303 €	178 168 €	213 168 €	254 470 €	1 417 065,18 €	2 273 272,23 €	2 081 279,38 €	1 036 000,00 €	1 036 000,00 €	8 625 287 €
Région Nouvelle-Aquitaine (Axe 7 HT)		2 512 €	24 661 €	35 634 €	42 634 €	50 894 €	273 724,44 €	440 205,85 €	406 315,88 €	202 020,00 €	202 020,00 €	1 680 620 €
Département de la Charente-Maritime (TTC)						34 550 €	34 550 €	23 150 €	23 150 €	23 150 €		138 550 €
(Axe 7 HT)		5 024 €	49 321 €	71 267 €	85 267 €	101 788 €	855 362,87 €	1 438 225,69 €	1 334 481,75 €	675 990,00 €	675 990,00 €	5 292 718 €
Agence de l'Eau (TTC)	20 320 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	15 240 €	0 €**	0 €**	0 €**	0 €**	111 760 €**
SMBS (TTC)	10 160 €	38 640 €	61 790 €	47 390 €	33 340 €	38 240 €	64 593 €	68 863 €**	70 993 €**	52 993 €**	30 480 €**	517 450 €**
CDA Royan Atlantique (TTC)						8 700,00 €	8 700,00 €	4 650,00 €	4 650,00 €	4 650,00 €		31 350 €
(Axe 7 HT)			44 297 €	55 173 €	62 173 €	96 454 €	854 004 €	1 436 867 €	1 334 482 €	675 990 €	675 990 €	5 235 430 €
CDC du Bassin de Marennes (TTC)						22 550,00 €	42 550,00 €	18 500,00 €	18 500,00 €	18 500,00 €		120 600 €
(Axe 7 HT)		5 024 €	5 024 €	16 093,96 €	23 093,96 €	5 334,00 €	5 334,00 €	5 334,00 €	0,00 €	0,00 €		65 239 €
Service de Prévision des Crues (TTC)		13 200 €	26 400 €	13 200 €								52 800 €
SHOM (TTC)		11 400 €	22 800 €	11 400 €								45 600 €
Propriétaires bâtis						16 300 €	35 798 €	35 798 €	35 798 €	35 798 €	19 498 €	178 990 €
<b>TOTAL</b>	<b>50 800 €</b>	<b>156 922 €</b>	<b>458 906 €</b>	<b>505 636 €</b>	<b>513 336 €</b>	<b>966 740 €</b>	<b>3 982 675 €</b>	<b>6 070 089 €</b>	<b>5 643 544 €</b>	<b>3 040 985 €</b>	<b>2 676 480 €</b>	<b>24 066 114 €</b>

\* La Région Nouvelle-Aquitaine a délibéré le 9 octobre 2017 pour un montant total de 1 700 000 €

\*\* Dans l'attente des orientations du XII<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau 2025-2030

Cet échéancier est fourni à titre indicatif et sera soumis à variations en fonction de l'état d'avancement opérationnel des actions.

Le tableau financier en annexe 5 de la présente convention détaille la contribution financière de chaque partenaire du projet ainsi que des tiers, pour les actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

Le calendrier prévisionnel des engagements financiers, en Annexe 6 de la présente convention, détaille l'hypothèse de ventilation financière pluriannuelle de chacune des actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

## Article 7 – Propriété intellectuelle

Le porteur de projet s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d'actions objet du présent avenant soient mis à la disposition des co-financiers de l'action concernée. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée.

## Article 8 – Décision de mise en place de financement et conditions de paiement

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues par le présent avenant sont prises par les Parties à la présente convention dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

Le paiement des subventions du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) pour les actions

relatives aux aménagements hydrauliques et aux systèmes d'endiguement (VII.M.1, VII.M.2, VII.M.3, VII.M.4 et VII.M.5) est notamment conditionné à la délivrance de l'autorisation « loi sur l'eau » au titre de la rubrique 3.2.6.0 (« Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ») du tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, le versement du solde de la subvention au titre du FPRNM de toute opération de travaux hydrauliques (travaux relevant des axes 6 « Ralentissement des écoulements » et 7 « Gestion des ouvrages hydrauliques » du cahier des charges PAPI : actions VII.M.1, VII.M.2, VII.M.3, VII.M.4, VII.M.5) est conditionné au respect des obligations suivantes, à vérifier pour toute commune bénéficiant des travaux et couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) approuvé ou un document en tenant lieu :

- a) Plan communal de sauvegarde (PCS) arrêté par le maire conformément à l'article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure, et révisé depuis moins de cinq ans notamment pour tenir compte des travaux objets de la subvention ;
- b) Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à jour arrêté par le maire (document qui doit être inclus dans le PCS) conformément à l'article R. 125-11 du Code de l'environnement, consultable en mairie ou sur internet ;
- c) Communication réalisée concernant les risques majeurs, telle que prévue au deuxième alinéa de l'article L. 125-2 du Code de l'environnement ;
- d) Affichage réalisé des consignes de sécurité, prévu par l'article R. 125-12 du Code de l'environnement (ces consignes de sécurité devant être incluses dans le document d'information communal sur les risques majeurs) ;
- e) Repères de crue posés et entretenus conformément aux articles L. 563-3 et R. 563-12 du code de l'environnement (dont l'inventaire est inclus dans le document d'information communal sur les risques majeurs).

Les décisions attributives de subvention au titre du FPRNM intégreront ces conditions.

Les communes concernées par ces obligations sont listées à l'annexe 7.

## **Article 9 – Coordination, programmation et évaluation**

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations, les Partenaires du projet coordonnent leur action au sein d'un comité de pilotage qui se réunit autant que de besoin et au minimum une fois par an.

Le comité de pilotage étant constitué conformément au cahier des charges « PAPI 3 », sa composition et ses prérogatives ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## **Article 10 – Animation et mise en œuvre de la convention**

L'animation de la présente convention, ainsi que la préparation du travail du comité de pilotage, sont assurées par un comité technique. Sa composition et ses prérogatives ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## **Article 11 – Suivi du programme au moyen de l'outil SAFPA**

Le porteur de projet et les services de l'État renseignent l'outil SAFPA (Suivi Administratif et Financier des PAPI, disponible sous : <https://www.safpa.fr>) au fur et à mesure de l'avancement et, le cas échéant, des évolutions du programme.

Notamment, chaque début d'année (N), une situation-projet de l'année (N-1) est renseignée avant l'échéance fixée par la Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Pour ce faire, le porteur de projet intègre dans SAFPA notamment toutes les informations nécessaires concernant l'avancement physique de chaque action du programme, ainsi que les prévisions de besoins de crédits du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), en lien avec les services de l'État.

## **Article 12 – Concertation**

La mise en œuvre du projet fait l'objet d'une concertation avec les parties prenantes concernées et notamment la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, la Communauté de Communes de la Haute-Saintonge, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, la Communauté de Communes de Gémovac & de la Saintonge Viticole, le Service Hydrographique et Océanographique de la Marine, les communes comprises pour tout ou partie dans le périmètre du SAGE Seudre, la Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et de l'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, le Conservatoire du littoral, le Comité régional de Conchyliculture, l'UNIMA, la Fédération de pêche, les ASA/ASCO des marais de la Seudre, l'ASA de Défense d'une Partie de la Côte à Ronce-Les-Bains, les porteurs de SCOT et les porteurs de PAPI limitrophes existants (PAPI Estuaire de la Charente, PAPI Île d'Oléron, PAPI Estuaire de la Gironde et PAPI Brouage) ou à venir.

Des réunions ont déjà été réalisées auprès de l'ensemble de ces partenaires lors de la mise en œuvre du PAPI d'intention et du PAPI complet. Ils continueront d'être associés au travers de réunion de concertation, au cours de la mise en œuvre du PAPI complet Bassin de la Seudre de manière à s'assurer de l'adhésion du plus grand nombre.

## **Article 13 – Révision de la convention**

Sous réserve que ne soit pas porté atteinte à son économie générale, la présente convention peut être révisée au moyen d'un avenant sans nouvel examen par le comité de labellisation, notamment pour permettre :

- une modification du programme d'actions initialement arrêté,
- une modification de la répartition des financements initialement arrêtée,
- l'adhésion d'un nouveau partenaire au programme d'actions,
- la prise en compte de nouvelles dispositions réglementaires et législatives.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut proposer un avenant.

Le comité technique évalue l'opportunité de l'avenant proposé et transmet cette évaluation au comité de pilotage, qui décide des suites à donner à la proposition d'avenant. Si l'un des signataires de la présente convention estime que les modifications envisagées, par leur ampleur (financière ou technique), remettent en cause l'équilibre général du projet tel qu'il a été labellisé initialement, il est fondé à saisir l'instance de labellisation compétente, qui déterminera si le projet modifié doit faire l'objet d'une nouvelle procédure de labellisation.

## **Article 14 – Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée par suite de désaccord entre les Partenaires du projet. Dans ce cas, la demande de résiliation est accompagnée d'un exposé des motifs présenté en comité de pilotage. Elle fera

l'objet d'une saisine des assemblées délibérantes de chacun des partenaires et d'une information au comité de labellisation compétent.

La décision de résiliation a la forme d'un avenant à la convention précisant, le cas échéant, les conditions d'achèvement des opérations en cours d'exécution.

#### **Article 15– Litiges**

En cas de litiges sur les dispositions contractuelles et les engagements financiers, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Poitiers.

#### **Article 16 – Liste des annexes à la convention**

Annexe 1. Périmètre du PAPI Bassin de la Seudre et communes concernées

Annexe 2. Avis de la DREAL Nouvelle-Aquitaine du 26 janvier 2024


Annexe 3. Fiches actions créées ou modifiées du PAPI Bassin de la Seudre

Annexe 4 : Attestation d'engagement des maîtres d'ouvrages et financeurs

Annexe 5. Tableau financier

Annexe 6 : Calendrier prévisionnel

Annexe 7 : Communes concernées par le respect des obligations de l'article 8 de la présente convention

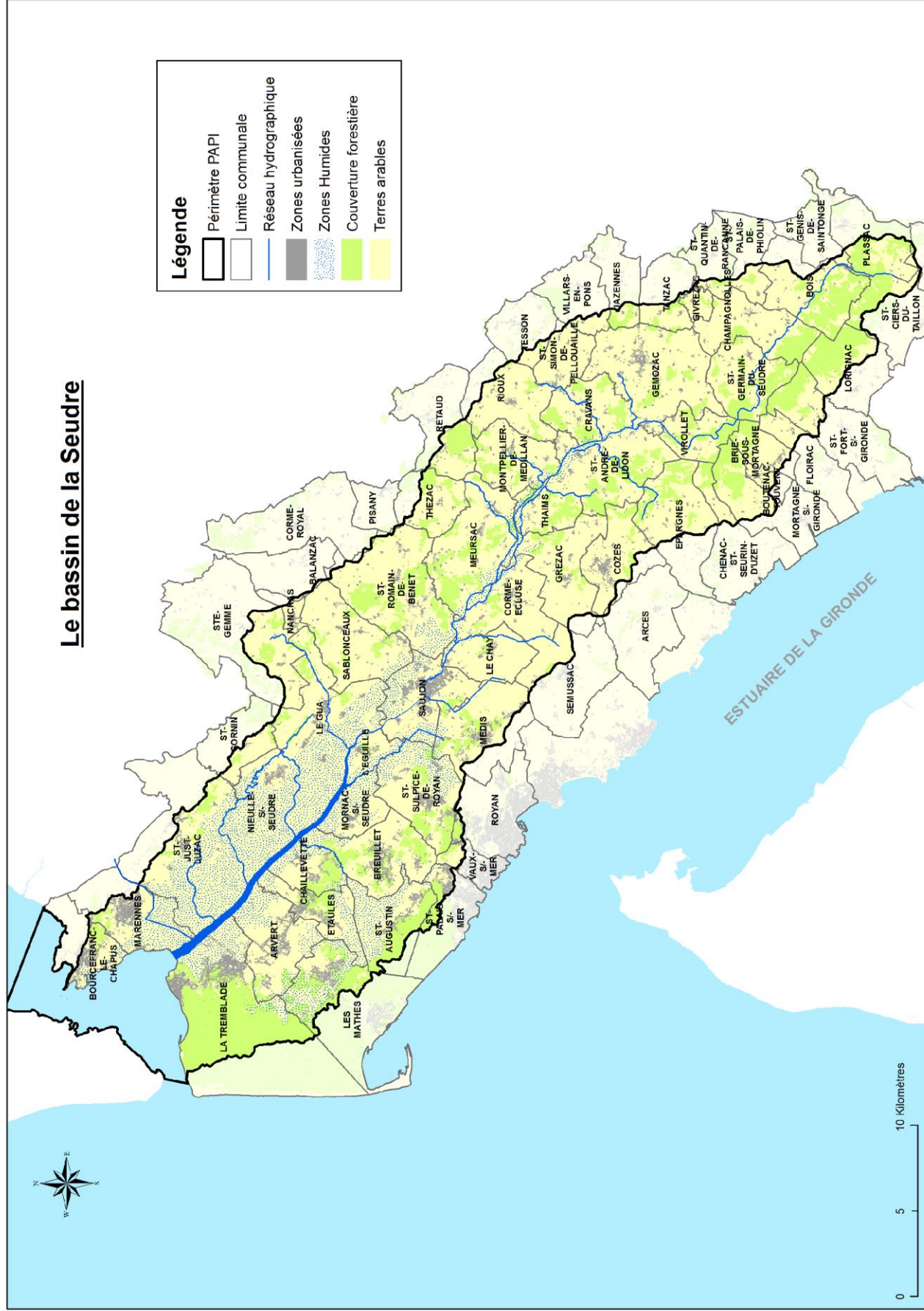
<p>Fait le <b>17 JUIN 2024</b> A <b>La Rochelle</b></p> <p>Le Préfet de la Charente-Maritime M. Brice BLONDEL ou son représentant</p> <p>Pour le Préfet et par délégation Le Secrétaire Général Emmanuel CAYRON</p> 	<p>Fait le A</p> <p>Le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine M. Alain ROUSSET ou son représentant</p> <p>Signé par : Luc BONZOM Date : 08/08/2024 Qualité : Adjoint à la Directrice Générale Adjointe du Pôle Développement Économique Et Environnemental</p> 
<p>Fait le <b>10 AVR. 2024</b> A <b>LA ROCHELLE</b></p> <p>La Présidente du Département de la Charente-Maritime Mme Sylvie MARCILLY ou son représentant</p> <p>Pour la Présidente du Département et par délégation Le délégué aux digues et à l'enseignement supérieur Patrice RAFFARIN Conseiller départemental</p> 	<p>Fait le 20 mars 2024 A ROYAN</p> <p>Le Président du Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre M. Pascal FERCHAUD ou son représentant</p> 
<p>Fait le <b>15 Avril 2024</b> A <b>Royan</b></p> <p>Le Président de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique M. Vincent BARRAUD ou son représentant</p>  <p>COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION ROYAN ATLANTIQUE 107 avenue de Rochefort 17201 ROYAN Cedex</p>	<p>Fait le <b>24 AVR. 2024</b> A <b>Marennes - Miers - Brouage</b></p> <p>Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes M. Patrice BROUHARD ou son représentant</p> 

## **ANNEXE 1 :**

Périmètre du PAPI Bassin de la Seudre et communes concernées

---

## Le bassin de la Seudre





## **ANNEXE 2 :**

Avis de la DREAL Nouvelle-Aquitaine du 26 janvier 2024

---

DRN

Poitiers, le 26 janvier 2024

Affaire suivie par :

**Marion MUSSARD**

Tél. : 05 49 55 63 12

Courriel : marion.mussard@developpement-  
durable.gouv.fr

Le directeur régional

à

DDTM de la Charente-Maritime  
M. le Directeur de la Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime  
Réfèrent État pour le PAPI  
BP 506  
89 avenue des Cordeliers  
17000 LA ROCHELLE

Nos réf : DREAL/2024D/240 (GED : 43831)

**Objet :** Note d'instruction de la DREAL Nouvelle-Aquitaine concernant la demande d'un deuxième avenant simple au PAPI du bassin de la Seudre.

**PJ :** Annexe 1 - Avis de la CMI du 12 octobre 2017 pour le PAPI complet ;

Annexe 2 - Avis de la CIB du 18 mai 2021 pour l'avenant 1 ;

Annexe 3 - Synthèse AMC / ACB mises à jour dans le cadre de l'avenant 2 ;

Annexe 4 - Compte rendu de la revue de projet DGPR/DDTm17/DREAL-NA du 22 janvier 2024 .

Par courrier du 6 juillet 2023, le président du Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre a sollicité un nouvel avenant au Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin de la Seudre. Le contenu de la demande a été préalablement partagé avec l'ensemble des parties prenantes du PAPI lors du comité de pilotage du 30 mai 2023.

Conformément à la note du DGPR du 10 juillet 2023 aux préfets, relative à la mise en œuvre du cahier des charges de l'appel à projet PAPI 3 2023, vous trouverez ci-dessous les éléments d'instruction de la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

En tant que réfèrent État, en charge du suivi de ce PAPI, la présente note a pour objet de vous permettre de proposer à monsieur le Préfet de la Charente-Maritime, pilote du PAPI, les éléments utiles à la validation de cet avenant pour accompagner sa signature.

## Historique du PAPI :

Le bassin versant du fleuve Seudre est soumis à d'importants risques d'inondation engendrés par les crues de la Seudre et par le phénomène de submersion marine dans son estuaire. Près de 5 000 habitants et plus de 3 000 emplois se situent en zone inondable, avec une concentration d'enjeux particulièrement importante sur la partie estuarienne du bassin. La mise en œuvre de la Directive Inondation étaye ce constat, puisque le TRI Littoral Charentais-Maritime concerne le bassin versant de la Seudre pour l'aléa submersion marine. Les tempêtes Martin et Xynthia de décembre 1999 et février 2010 ainsi que les crues de la Seudre de décembre 1982 et janvier 1994 ont profondément affecté le territoire.

Sur ce territoire, (figure 1 ci-dessous), la première démarche a été un PAPI d'intention labellisé en CMI le 9 octobre 2013 et dont la convention cadre a été signée le 19 mars 2014. Ce premier programme a permis la mise en place d'un PAPI complet labellisé par la CMI en 2017. La convention cadre du PAPI a été signée en juillet 2018 pour une période de réalisation prévue initialement sur 5 ans pour un montant global de 10 471 552 € réparti sur 26 actions.

Un premier avenant a été labellisé en commission inondation de bassin le 18 mai 2021. Trois actions ont été ajoutées et la durée du PAPI a été allongée de 2 ans (soit jusqu'en 2025). Le montant global du PAPI après cet avenant 1 est alors de 11 567 652 €.

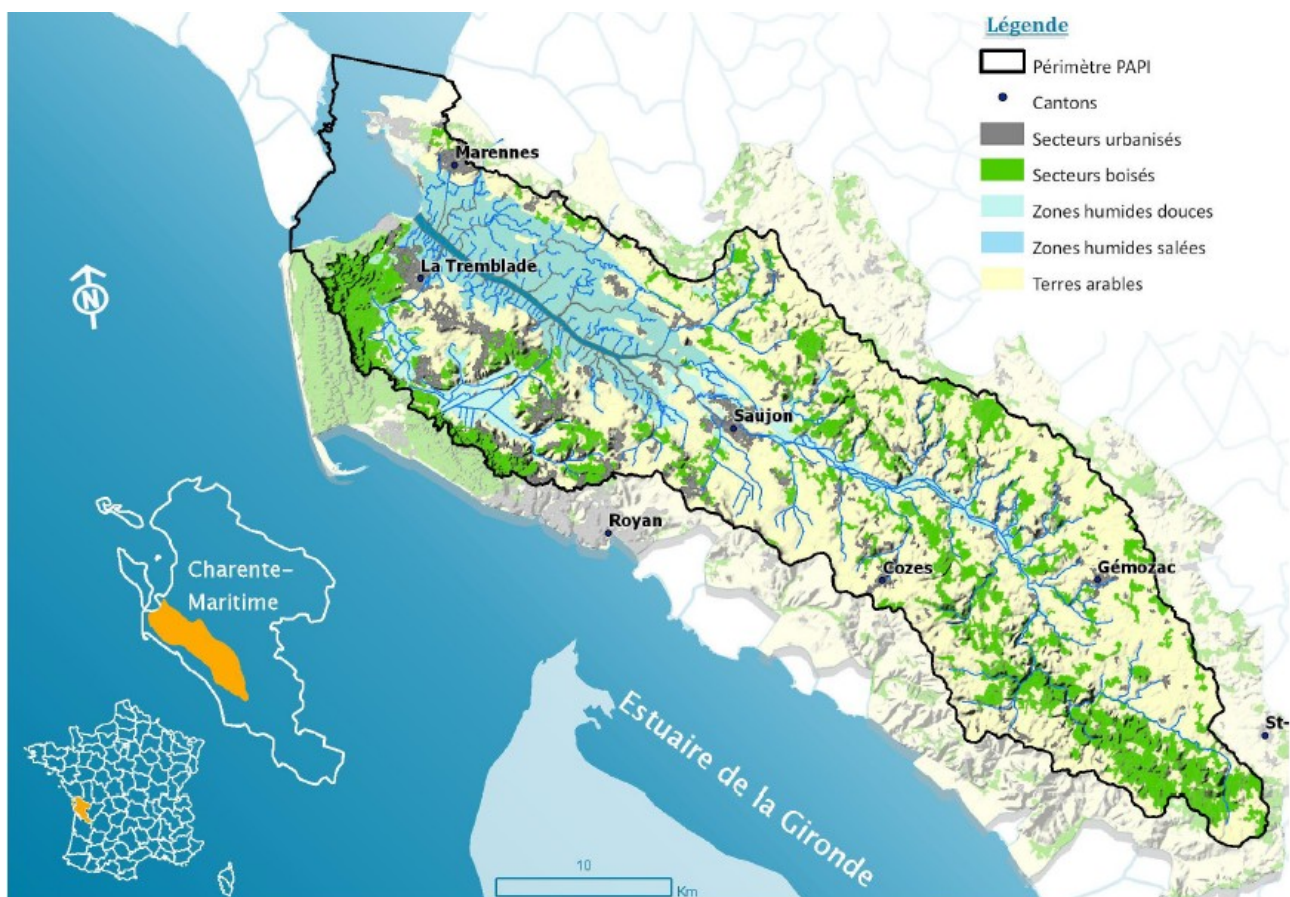


Figure 1: Périmètre du PAPI de la Seudre

Initialement, le PAPI était porté par le Syndicat Mixte d'Accompagnement du SAGE Seudre (SMAS) qui a fusionné en janvier 2020 avec le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre et de ses affluents (SMB-SA) pour donner le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS).

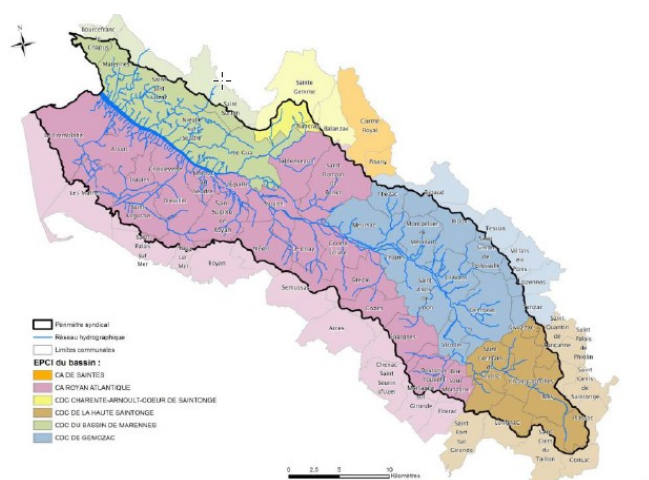
A noter, la partie du territoire concernant Bourcefranc-le-Chapus fait partie d'un autre bassin versant (Brouage) mais a été intégrée dans ce programme afin d'engager plus rapidement les études sur la protection des enjeux sur les quartiers nord du bourg.

### Contexte et objet de l'avenant :

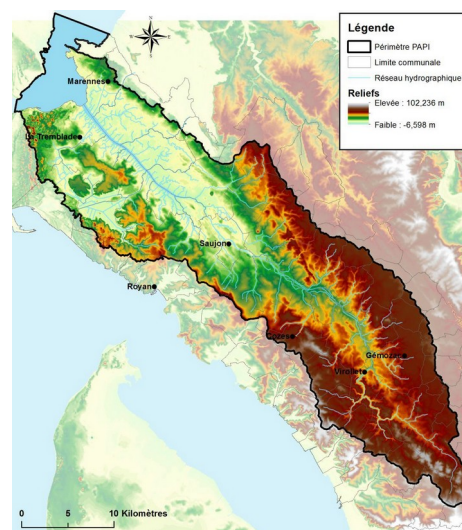
Les éléments rassemblés dans le tableau ci-dessous résument les points clés de cet avenant 2.

District hydrographique : <b>Adour Garonne</b>	Région(s) : <b>Nouvelle Aquitaine</b>	Département(s) : <b>Charente-Maritime</b>	Bassin de risque : <b>Estuaire de la Seudre</b>
TRI concerné : <b>Littoral Charentais</b>  SLGRI : <b>Littoral Charentais</b> <b>Maritime</b>	Rappel montants totaux du programme initial : <b>10 471 552 €</b>  Rappel montants totaux du programme avec l’avenant 1 (2021) : <b>11 567 652 €</b> <b>dont 5 033 112,80 sur FPRNM et 162 560 sur Bop 181</b>  Montants totaux du programme avec l’avenant 2 : <b>24 066 114,26 €</b> (+ 130 % du montant global initial)  Montant de la subvention FPRNM demandée (€) : 10 588 527,13 € dont 223 520 € d’animation  Délai de réalisation du projet (en années) : PAPI initial + avenant 1 <b>8 ans</b> (2018-2025)  <b>Avenant 2 de 3 ans jusqu’en 2028, soit 12 années</b>		
Porteur du projet : <b>Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS)</b>			
Nom du programme : <b>Avenant 2 au PAPI du bassin de la Seudre</b>			

## Plan de situation et périmètre du projet (avec les limites du périmètre de compétence de la structure porteuse)



Périmètre de compétence du SMBS



Territoire concerné par le PAPI du Bassin de la Seudre

### Instruction du dossier d'avenant 2

Date de réception du dossier en préfecture : **06 juillet 2023** (date du courrier de dépôt)

Date de déclaration de la complétude du dossier : **27 juillet 2023** (mail de la DREAL à la structure porteuse)

Les résultats des études préalables aux travaux de l'axe 7 sont disponibles à un stade plus avancé (allant du niveau AVP pour Saujon à PRO pour les autres ouvrages). Il en ressort que les montants de travaux sont très largement supérieurs à ceux initialement prévus et labellisés dans le cadre du PAPI. Cela s'explique par différentes raisons :

- les résultats des analyses géotechniques plus défavorables que prévu ;
- des adaptations de tracés et des dispositions constructives pour tenir compte de diverses contraintes.

Les analyses coûts-bénéfices et les analyses multicritères ont été actualisées et ont permis de mettre à jour la stratégie de protection du territoire du bassin de la Seudre (en matière de protection collective notamment). Ces éléments viennent à l'appui de la demande de l'avenant. La structure porteuse souhaite également augmenter la durée de mise en œuvre du PAPI de 3 ans ce qui l'amènera jusqu'en 2028. Elle profite également de cette demande pour adapter les fiches actions concernant la réduction de vulnérabilité aux nouveautés réglementaires. En particulier sur deux secteurs où les augmentations de coûts sont trop importantes au regard de la protection des enjeux et des capacités financières des collectivités. Ce qui a conduit les porteurs de projets à proposer une stratégie de protection individuelle plutôt que de maintenir les projets de protections collectives sur ces secteurs.

Ainsi, ce deuxième avenant propose, tout en restant globalement conforme à la stratégie du PAPI :

- des modifications financières des actions de l'axe 5, 7 et pour l'animation. Le PAPI passe de 11 567 652 € (projet initial + avenant 1) à 24 066 114 € (projet initial + avenants 1 et 2). Le tableau 1, ci-dessous, présente ces modifications.
- des modifications de calendrier pour les axes 1, 5, 7 et l'animation. Les délais de mise en œuvre du PAPI sont augmentés jusqu'en 2028.
- l'abandon de 2 actions de l'axe 7. Le confortement / rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes (FA VII.M.6) est abandonnée au profit de protections individuelles. La création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-le Chapus (FA VII.M.7) est abandonnée au profit de protections individuelles et d'une étude de faisabilité de l'achat des habitations les plus exposées.
- l'ajout de 3 actions dans l'axe 5. Deux nouvelles actions sont proposées pour les travaux de réduction de la vulnérabilité, une concernant les entreprises de moins de 20 salariés (FA V.M.4) et l'autre les bâtiments publics (FA V.M.5). L'action V.M.6 est ajoutée pour permettre une étude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus d'un mètre d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le Chapus.
- la modification de la fiche action V.M.3, concernant les travaux de réduction de la vulnérabilité pour les habitations, en la scindant en deux sous action (3a et 3b), permettant l'intégration des secteurs de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc-le-Chapus.

Tableau 1: modifications financières proposées dans l'avenant 2

	Projet initial + avenant 1	Projet initial + avenant 1 + 2	variation
<b>Montant global</b>	<b>11 567 652 €</b>	<b>24 066 114,22 €</b>	<b>+ 108 %</b>
Axe 1	313 600 € TTC	313 600 € TTC	-
Axe 2	Financement hors PAPI		
Axe 3	Animation PAPI		
Axe 4	Animation PAPI		
<b>Axe 5</b>	<b>1 266 020 € TTC</b>	<b>2 234 420 € TTC</b>	<b>76,00 %</b>
Axe 6	60 000 € TTC	60 000 € TTC	-
<b>Axe 7</b>	<b>9 491 632 € HT</b>	<b>20 899 294 € HT</b>	<b>120,00 %</b>
<b>Subv FPRNM</b>	<b>5 195 672,80 €</b>	<b>10 588 527,13 €</b>	<b>+ 103,8 %</b>

**Le montant global du programme évolue de 12 498 462,22 €, passant de 11 567 652 € à 24 066 114,22 € dont 10 588 527,13 € au titre du BOP 181 (FPRNM).**

### **Gouvernance du PAPI :**

Pour répondre aux objectifs du SAGE Seudre le SMBS a été créé en janvier 2020 (fusion du SMASS et SMBSA). Le SMBS est compétent en matière de gestion des milieux aquatiques (GEMA) et anime les démarches SAGE, PAPI et PTGE.

La première démarche de PAPI est un programme d'intention qui a été validé par la commission mixte inondation en 2013. A cette époque l'animation était portée par le SMASS, puis le SMBS a repris ce travail lors de sa création en 2020.

Des comités de technique et de pilotage sont régulièrement réunis. Le comité de pilotage du 30 mai 2023 a validé la demande de ce présent avenant.

### **Périmètre du PAPI :**

Le périmètre du projet reste inchangé et couvre l'ensemble du bassin versant de la Seudre.

Le périmètre du PAPI du bassin de la Seudre s'étend sur 67 communes comprises dans le TRI et la SLGRI du littoral charentais-maritime. Le territoire comprend une communauté d'agglomération et trois communautés de communes qui sont intégralement comprises dans le département de Charente-Maritime.

Le bassin de la Seudre couvre 780 km<sup>2</sup> de part et d'autre du fleuve côtier de même nom. Son relief peu marqué et l'exposition des communes littorales rendent ce territoire sensible aux aléas d'inondations fluviales et aux submersions marines. Le périmètre du PAPI est cohérent avec les différentes dynamiques hydrauliques en place.

Le territoire du PAPI du bassin de la Seudre est encadré par deux autres PAPI. Au sud, le PAPI de l'estuaire de la Gironde, labellisé en 2016 et au nord, le PAPI du marais de Brouage labellisé en 2020.

Il est important de préciser qu'une des actions portée par le PAPI Seudre concerne la protection des quartiers nord de Bourcefranc-le-Chapus. Cette commune fait partie du périmètre d'action du PAPI de Brouage. Cette inclusion, dans le programme de la Seudre, permettait d'engager plus rapidement les études relatives à la protection des enjeux humains majeurs de ce secteur. La définition d'un programme de travaux de protection collective n'a pas aboutie, les élus ayant décidé de surseoir pour l'heure à des travaux compte tenu des coûts élevés envisagés.

Cette commune fait l'objet des modifications demandées dans ce présent avenant, une étude de faisabilité du rachat des biens les plus exposés est en revanche ajoutée au programme.

### **Bilan du programme :**

L'état d'avancement du programme est présenté dans le dossier par fiches actions. Un tableau de récapitulatif est présent de la page 99 à 102 du dossier déposé.

Sur les 28 actions inscrites dans le programme initial et l'avenant 1 :

- 4 actions sont soldées
- 16 actions sont en cours de mise en œuvre
- 8 actions restent à engager

Le taux d'avancement est d'environ 31 %. Du retard a été pris, essentiellement sur l'axe 7. La mise en place opérationnelle de la gouvernance concernant la compétence GEMAPI telle que prévue dans le dossier labellisé a été bouleversé par la loi n°2017-1838 du 30 novembre 2017. La signature d'une convention entre le conseil départemental, intervenant en tant que maître d'ouvrage pour les travaux de protection contre les submersions marines et les gémapiens a été assez longue. Par conséquent, le lancement des études prévues initialement en 2018 a été décalé à début 2020.

### **Prise en compte des avis antérieurs de la CMI et de la CIB :**

La **CMI du 12 octobre 2017** a labellisé le PAPI complet avec 2 réserves, 1 recommandation et 8 rappels. L'avis est présent en annexe 1.

Réserves :

- Réserve 1 : une étude de solutions alternatives dans le but d'optimiser la pertinence socio-économique du projet, notamment vis-à-vis du niveau de protection, doit être réalisée pour le projet de protection de Marennes-Plage (action VII.M.6) ;
- Réserve 2 : une action de révision des documents d'urbanisme sous maîtrise d'ouvrage communale ou intercommunale sera ajoutée, avant signature de la convention cadre, en vue de l'intégration effective des risques de submersion marine et d'inondation dans ces documents.

La réserve 2 a bien été prise en compte avant la signature de la convention cadre en intégrant la fiche action IV.G.1 « intégration des risques d'inondation dans les documents d'urbanismes locaux » dans le PAPI.

La réserve 1 a bien été prise en compte par le porteur de projet. Des solutions alternatives ont été étudiées conformément à la demande de la CMI. Aucune ne permet d'optimiser la pertinence socio-économique initiale. Par ailleurs, le niveau d'exposition des biens exposés s'avère limité (exposition à un aléa faible), c'est pourquoi à l'issue du comité de pilotage du 28 mars 2022, les élus ont validé la réorientation des montants vers une stratégie de réduction de vulnérabilité individuelle (diagnostic et travaux de la mesure RVPAPI du FPRNM).

La CMI a également demandé au porteur du PAPI de lui présenter un bilan à mi-parcours (début 2021), concernant, notamment, l'avancement des axes 1 à 5.

Cette présentation a été effectuée en mai 2021 lors de la CIB. La structure porteuse a également présenté, lors de la même séance, son 1<sup>er</sup> avenant.

La **CIB du 18 mai 2021** a labellisé l'avenant 1 du PAPI de la Seudre avec 2 recommandations et 5 rappels. L'avis est présent en annexe 2.

Recommandations :

- Recommandation 1 : Poursuivre l'association avec la structure porteuse du PAPI Brouage, récemment labellisé (2020), notamment pour les actions concernant les communes à cheval



entre les deux programmes et l'opération de protection du nord du bourg de Bourcefranc-le-Chapus.

- Recommandation 2 : Mettre en œuvre les actions de communication et de gestion de crise tout le long de la programmation du PAPI. En effet, le résultat est optimum sur le long terme.

La structure porteuse a bien pris en compte les rappels et les recommandations des différentes commissions. Elle les applique dans la poursuite du PAPI. Concernant la recommandation 1, la communication avec la structure porteuse du PAPI d'intention de Brouage est maintenue. Cette dernière ainsi que les élus du territoire sont invités et présents à tous les COPIL.

#### **Détails des actions faisant l'objet du présent avenant :**

- **AXE 0 : Animation**

Montant de la fiche-action initiale de **406 400 €**

La prolongation de la durée du PAPI induit une augmentation des besoins d'animation. Ce nouvel avenant 2 porte le montant de cette fiche-action à € **588 500 €** dont un montant de masse salariale subventionnée par l'État à hauteur de 40 % soit 223 520 €. Précisons que le PAPI de la Seudre relève toujours, pour ce qui concerne l'animation, du cahier des charges PAPI 2. Le FPRNM peut continuer à accompagner le PAPI au-delà de la durée cible de 6 ans, mais il ne bénéficie pas des conditions bonifiées (taux de 50 %, plafond annuel à 130 K€) possible avec le dernier cahier des charges PAPI 3.

- **AXE V : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens**

**Action V.M.3b : travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations sur les secteurs de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc-le-Chapus**

Fiche action ajoutée dans le cadre de l'avenant 2.

Les études faites dans le cadre du projet de la fiche **action VII.M.6 « confortement / rehaussement de la digue de 1<sup>er</sup> rang sur la commune de Marennes »** présentaient une analyse multicritères négative lors de la labellisation du PAPI en 2017 et a fait l'objet d'une réserve. La Commission Mixte Inondation (CMI) a demandé « une étude de solutions alternatives dans le but d'optimiser la pertinence socio-économique du projet, notamment vis-à-vis du niveau de protection ».

Dans le cadre d'une étude préalable prévue dans le PAPI, plusieurs scénarios ont été étudiés. Aucune solution n'a pu être trouvée, les coûts de travaux estimés minimum s'élevant à 1M € soit plus du double que l'estimation faite dans le PAPI présenté à la CMI en 2017 pour un niveau de risque trop faible. Bien que des enjeux soient potentiellement exposés le niveau d'aléa est très faible (de l'ordre de 20 à 30 cm). Dans ces conditions, la levée de la réserve n'était pas acceptable, et des mesures de réduction de la vulnérabilité des habitations, à mettre en place individuellement, s'avèreraient pouvoir répondre à la situation. A l'issue du COPIL du 28 mars 2022, l'action de protection collective est transformée en action de protections individuelles qui mobiliseront la mesure RVPAPI du FPRNM (voir ci-après).

Les études faites dans le cadre de la fiche action **VII.M.7 « création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-le-Chapus »** ont eu pour résultats une

analyse multicritères très négative. Plusieurs scénarios optimisés ont été étudiés, tous ont eu des montants de travaux supérieurs aux bénéfices attendus. Sur Bourcefranc-le-Chapus, des niveaux de risque plus conséquents sont signalés, avec quelques habitations susceptibles d'être exposées à des submersions de plus d'un mètre d'eau. Les services de l'État (DREAL, DDTM 17) ont admis la possibilité d'étudier, en détail, les conditions de subvention d'une protection collective malgré une VAN très négative, et un coût annoncé à plus de 6M€. Néanmoins, la protection collective sur ce secteur a été abandonnée au profit de mesure de réduction de la vulnérabilité individuelle tout en étudiant les possibilités de rachat des biens les plus exposés (cf ci-après).

Ces évolutions permettent également de lancer immédiatement des actions de protection à destination des biens concernés.

**Pour protéger ces secteurs de Marennes-Plage et Bourcefranc-le-Chapus, des protections individuelles sont envisagées et font l'objet de la fiche action V.M.3b ajoutée par cet avenant.**

Le chiffrage des travaux préconisés pour chaque habitation lors des diagnostics a été extrapolé à l'ensemble des habitations de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc-le-Chapus, permettant d'estimer le montant **de la fiche action V.M.3b.**

Le montant total indiqué est de **750 000 €** avec la participation du FPRNM (80%), du département 17 (10%) et de la CCBM (10%). Les particuliers n'ont donc pas de reste à charge pour cette action.

**Action V.M.3 : travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre.**

Cette fiche action est modifiée. Elle est scindée en deux. La première (V.M.3a) reprend l'ancienne fiche action. La deuxième, V.M.3b a été détaillée ci-dessus.

L'action globale V.M.3 a été modifiée pour reprendre les ajouts financiers de la nouvelle fiche action.

**Action V.M.4 : travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre.**

L'ajout de cette fiche action permet d'appliquer les taux de subventions FPRNM nouvellement ajusté (40 %).

Ainsi, les activités économiques pourront bénéficier d'aides abondées pour la réalisation des travaux de réductions de la vulnérabilité des bâtiments suite à un diagnostic.

Le coût estimé pour cette nouvelle fiche action est de **82 900 € TTC** avec une subvention possible jusqu'à 40 % de FPRNM.

**Action V.M.5 : travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre.**

Cette action est ajoutée dans le même contexte que l'action précédente.

Les bâtiments publics visés ont des coûts de travaux estimés précisés dans la fiche action. Le montant total prévisionnel est de **95 500 € TTC** avec une participation du FPRNM allant jusqu'à 50 %

## Action V.M.6 : étude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur de Bourcefranc-le-Chapus

Dans le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus, 8 habitations sont exposées à plus de 1 m d'eau pour l'aléa Xynthia + 20 cm. Le Copil a validé le principe d'étudier l'acquisition amiable pour ces biens.

Cette nouvelle fiche action a pour objectif d'évaluer la faisabilité de l'acquisition amiable pour ces habitations. Pour ce faire, le coût de l'étude est estimé à 40 000 € avec la participation du FPRNM à hauteur de 50 %.

- AXE VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique**

Les modifications des actions suivantes concernent essentiellement les coûts estimés qui sont rassemblés dans le tableau 2, ci-dessous. Les résultats des analyses coûts-bénéfices (ACB) et des analyses multicritères (AMC) ont été mis à jour et sont également recensés. Le détail de ces éléments ont été annexés au dossier de demande d'avenant (annexe 6), la synthèse est présente en annexe 3 de cette note.

Actions	Coûts initiaux	Coûts prévus dans l'avenant 2	Analyse de pertinence socio-économique mise à jour
Action VII.M.1 Confortement et rehaussement des digues de 1 <sup>er</sup> rang sur Ronce-les-Bains	1 280 800 € HT (études : 287 000 € HT et travaux : 993 800 € HT)	4 903 600 € HT (études : 500 000 € HT et travaux : 4 403 600 € HT)	AMC VAN = 0,39 M€ B/C = 1,06  % tests avec VAN > 0 = 66 %
Action VII.M.2 Création d'un système d'endigement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	1 510 000 € HT (études : 215 000 € HT et travaux : 1 295 000 € HT)	5 270 000 € HT (études : 510 000 € HT et travaux : 4 760 000 € HT)	AMC VAN = 1,29 M€ B/C = 1,18  % tests avec VAN > 0 = 50 %
Action VII.M.3 Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	1 283 500 € HT (études : 303 000 € HT et travaux : 980 500 € HT)	2 950 000 € HT (études : 350 000 € HT et travaux : 2 600 000 € HT)	ACB VAN = -0,09 M€ B/C = 0,98  % tests avec VAN > 0 = 51%
Action VII.M.4	657 500 € HT	1 660 000 € HT	ACB

Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre	(études : 152 000 € HT et travaux : 505 500 € HT)	(études : 350 000 € HT et travaux : 1 310 000 € HT)	VAN = 0,41 M€ B/C = 1,15  % tests avec VAN > 0 = 63 %
Action VII.M.5 Création d'un système d'endigement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	2 234 700 € HT (études : 435 000 € HT et travaux : 1 799 700 € HT)	5 710 000 € HT (études : 540 000 € HT et travaux : 5 170 000 € HT)	AMC  VAN = 29 M€ B/C = 4,07  % tests avec VAN > 0 = 99,98 %

#### **Action VII.M.6 : confortement / rehaussement de la digue de 1<sup>er</sup> rang sur la commune de Marennnes**

Abandonnée au profit de protections individuelles.

#### **Action VII.M.7 : création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-le-Chapus**

La mise à jour de L'AMC pour cet ouvrage donne une VAN négative à – 4,46 M€, un rapport B/C de 0,26. L'analyse de sensibilité donne 100 % des tests avec une VAN négative.

Le gémapien a donc décidé de ne pas poursuivre cette action. L'avenant 2 propose donc son abandon au profit de protections individuelles et d'une étude de faisabilité de l'achat des habitations les plus exposées.

L'ensemble des modifications de cet axe fait augmenter l'enveloppe financière de plus de **11,4 M €**.

La figure 2, ci-dessous, cartographie les différents types de protection de la stratégie proposée dans cet avenant 2.

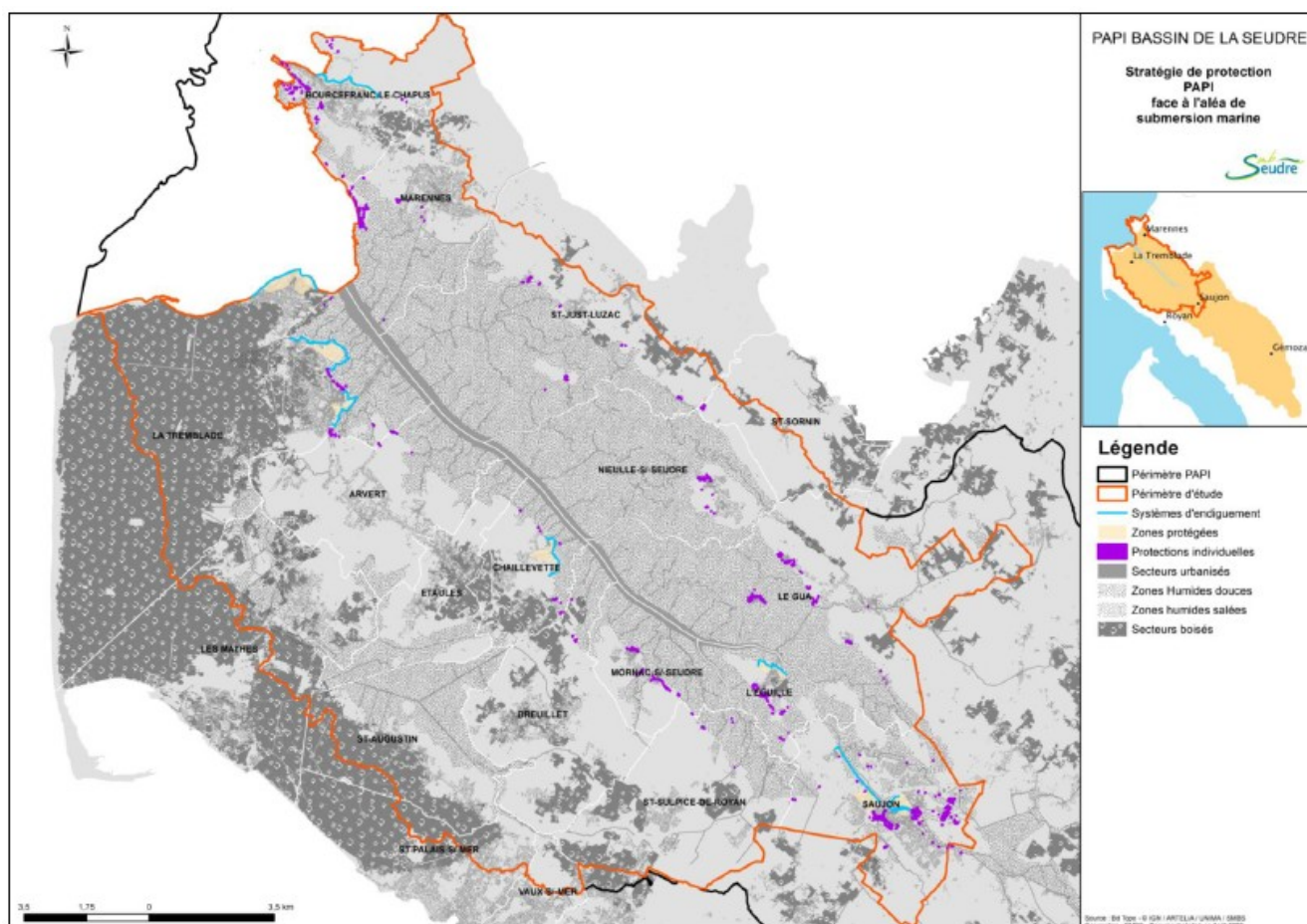


Figure 2: Stratégie de réduction de la vulnérabilité de l'estuaire de la Seudre

#### Avis des services consultés :

##### - Pour la DREAL Nouvelle-Aquitaine :

- le Service Aménagement Habitat Paysage et Logement (SAHPL) n'a **pas formulé de remarque particulière** ;
- le Service du Patrimoine Naturel (SPN) n'a **pas formulé de remarque particulière** ;
- le Département des Ouvrages Hydrauliques (DOH) n'a **pas formulé de remarque particulière** ;
- le Département Hydrométrie et Prévision des Crues Vienne Charente Atlantique n'a **pas formulé de remarque particulière**.

- la **région Nouvelle-Aquitaine** n'a **pas formulé de remarque particulière**.

- la **DDTM 17** émet un avis favorable aux modifications proposées et apporte des éclairages sur quelques points absents du dossier d'avenant présenté par le porteur de projet :

- L'action I.G.1** « sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion » n'est pas compris dans la demande d'avenant 2. Néanmoins, cette action d'information préventive est désormais éligible à un taux de subvention de 80 % au titre du FPRNM.

- Les actions de l'**axe 5** proposent des diagnostics (débutés en 2019) et des travaux (débutés en 2022) pour les particuliers. A ce jour, 114 diagnostics ont été réalisés chez les particuliers, soit environ 14 % des biens éligibles. 12 particuliers se sont engagés dans la réalisation de travaux, soit un taux de 10,5 % par rapport aux diagnostics réalisés.

Ces taux sont très inférieurs à ceux constatés sur d'autres territoires (taux de réalisation des diagnostics autour de 30 %). De même le taux de réalisation des travaux est inférieur aux taux constatés sur les autres territoires où ils se situent autour des 20 %. Cette différence peut s'expliquer par le reste à charge pour les particuliers.

Pour les 2 secteurs ajoutés dans la fiche action V.M.3b (nouveau de cet avenant 2), les gémapiens participent aux frais. Néanmoins, la DDTM 17 alerte sur l'enveloppe financière qui semble surdimensionnée.

- **L'action V.M.4** concernant la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité dans les entreprises de moins de 20 salariés semble compromis car les gémapiens ne participent pas au plan de financement.
- Seulement 50 % des bâtiments publics sont pris en compte dans l'action V.M.6 concernant la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité de ce type de biens.

**La DDTM 17 regrette que l'implication des collectivités sur l'axe 5 ne soit pas plus importante.**

- Concernant l'**axe 7**, la DDTM 17 précise que les augmentations allant de +230 % à +350 % s'expliquent par des modifications de tracés et des typologies d'ouvrages en fonction des contraintes locales. Ces adaptations ont conduit à l'augmentation des certains linéaires de digue, à la proposition d'ouvrages plus coûteux et à la nécessité de création d'ouvrages hydrauliques. La forte inflation de ces dernières années justifie également l'actualisation des chiffres datant de 2017.
- L'abandon de l'action **VII.M.6** concernant la commune de Marennes se justifie par l'impossibilité de levée la réserve émise par la CMI.
- L'action **VII.M.7** concernant Bourcefranc-le-Chapus est abandonnée par décision du gémapien suite à l'analyse multicritères défavorable. Le projet prévoyait la protection de 101 habitations et 19 entreprises pour un événement de niveau Xynthia + 20 cm. **La DDTM 17 considère que l'abandon d'une protection collective pour la zone urbaine dense du nord de Bourcefranc-le-Chapus modifie la stratégie initiale, choix signifié par la collectivité en Copil du 30 mai 2023.**

- **l'agence de l'eau Adour Garonne** émet un avis **favorable** assorti des recommandations suivantes :

- contenir les délais de réalisation du programme pour ne pas l'éterniser avec un faible taux de réalisation ;
- renforcer la stratégie de veille foncière pour le maintien des zones humides et développer d'autres outils que l'achat pour préserver l'existant ;
- tenir compte des résultats de l'analyse environnementale pour éviter au mieux les atteintes aux milieux et aux espèces ;
- afficher des objectifs opérationnels sur lesquels baser les indicateurs de suivi / évaluation afin de les rendre effectifs.

#### **Planification des travaux :**

La planification des travaux de l'axe 7 a été présentée lors du COPIL de validation de l'avenant le 30 mai 2023 par le Département 17, maître d'ouvrage de l'ensemble des actions de cet axe. Le tableau récapitulatif, représenté dans la figure 3 ci-dessous, est également présent en page 111 du dossier d'avenant.

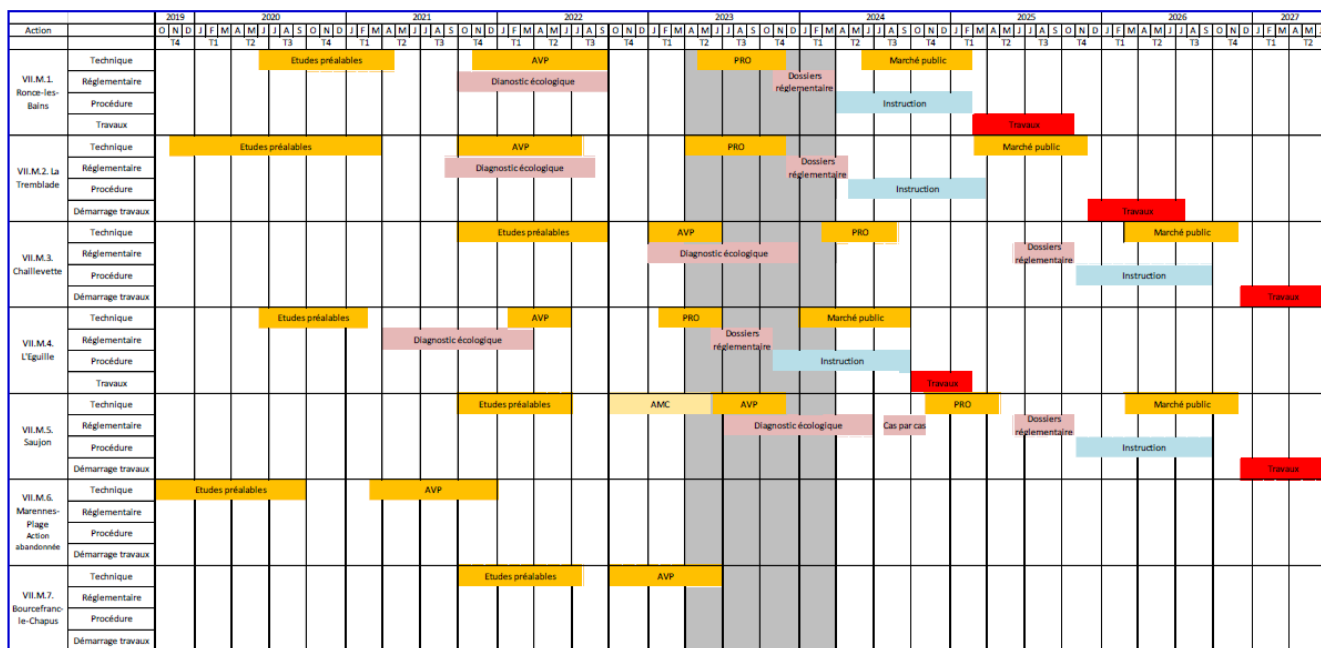


Figure 3: calendrier prévisionnel des actions de l'axe 7

Les travaux sont donc prévus à partir de fin 2024 pour l'ouvrage de l'Eguille, en 2025 pour Ronce-les-Bains, fin 2025 et 2026 pour La Tremblade et fin 2026 et 2027 pour les ouvrages de Chaillevette et Saujon.

#### **Prise en compte du contexte environnemental :**

Cet avenant n'ajoute pas d'action dans les axes 6 et 7, conformément à la réglementation en vigueur depuis juillet 2023, il n'est pas soumis à évaluation environnementale. Néanmoins, le régime d'autorisation s'appliquera pour chaque projet.

Le bassin de la Seudre ayant de forts enjeux environnementaux, la structure animatrice a mis à jour l'analyse environnementale dans le cadre de cet avenant. Ce document était joint au dossier de demande d'avenant 2 (annexe 5).

#### **Convention et tableaux financiers :**

Cet avenant 2 nécessite la mise à jour de sa convention présente en annexe du dossier d'avenant, des échanges sont prévus avec le porteur du projet.

Les tableaux financiers ont été fournis. Ils devront être mis à jour sous le logiciel de gestion des PAPI quand l'avenant sera validé.

#### **Revue de projet :**

L'avenant 2 propose une nette augmentation du coût global du PAPI qui dépasse le seuil des 20 M€ mentionné dans le cahier des charges national. De ce fait, une revue de projet entre les services de l'État (DGPR – ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, la DREAL de bas-

sin, la DDTM 17 et la DREAL Nouvelle-Aquitaine – instructrice) s'imposait. Elle a eu lieu le 22 janvier 2024. Le compte rendu figure en annexe 4.

### **Conclusion générale :**

Sur l'ensemble des actions, nous notons une augmentation significative du budget du programme précédemment labellisé. Il évolue **12 498 462,22 €** en passant de 11 567 652 € à 24 066 114,22 €.

L'axe 7 concentre les principales augmentations avec + 11 407 662 €.

Les modifications proposées restent, dans l'ensemble, cohérentes avec la stratégie initiale du PAPI labellisé en 2017.

L'action VII.M.7 concernant le nord de la commune de Bourcefranc-le-Chapus et ayant pour objet la création d'un ouvrage collectif est abandonnée. Cette décision du gémapien a été prise suite à la mise à jour de l'analyse multicritères qui s'est révélée défavorable. Pour protéger ce territoire, l'avenant 2 propose des protections individuelles et l'étude de faisabilité de l'achat des huit habitations exposées à plus d'un mètre d'eau.

L'avenant 2 permet de continuer les actions précédemment labellisées tout en tenant compte de la cohérence coût-bénéfice des ouvrages proposés.

**La DREAL Nouvelle-Aquitaine propose un avis favorable assorti des recommandations et des rappels suivants.**

- Les rappels et les recommandations formulés antérieurement restent en vigueur pour ce deuxième avenant.

### **Pour le présent avenant :**

#### ***Rappels :***

- Le bilan de l'état d'avancement et financier du programme est à réaliser également dans le cadre de la campagne nationale de suivi des PAPI sous l'outil SAFPA (demande DGPR de début 2023).
- Le plan de financement est à actualiser (dans le cadre de la convention financière) au regard des évolutions récentes qui s'appliquent au « Guide relatif à la mobilisation du FPRNM » :
  - **le passage de 50 % à 80 % de subvention** des actions d'informations préventives et de sensibilisation du public pour les actions non engagées. Il correspond à un changement de mesure FPRNM (*remplacement de la mesure EAPCT par la mesure IP suite à une note de la DGPR fin 2022*)
  - **le passage d'un taux d'aide de 20 % à 40 %** de subvention pour les entreprises dans le cadre de travaux de réduction de vulnérabilité des entreprises de moins de 20 salariés. (*modification introduite par décret 2023-338 du 4 mai 2023*)



- La réduction de la vulnérabilité des bâtiments publics et les travaux sont subventionnés via la mesure EAPCT du FPRNM. Les travaux de réduction de la vulnérabilité éligibles sont ceux prévus dans l'arrêté de septembre 2021, au regard du diagnostic de vulnérabilité à réaliser au préalable. Par ailleurs, des justifications mettant en relation les bénéfices des travaux de réduction de vulnérabilité au regard de la sinistralité du bâtiment sont à fournir, conformément aux conditions de mise en œuvre de la mesure EAPCT (cf guide FPRNM de décembre 2021).

**Recommandations :**

- Veiller à l'association avec la structure porteuse du PAPI Brouage, notamment pour les actions concernant le territoire à cheval entre les deux programmes et plus particulièrement sur les actions visant le nord de Bourcefranc-le-Chapus qui font l'objet de ce présent avenant ;
- Veiller à rester au plus près des estimations financières proposées dans ce présent avenant et tenir la réalisation des délais ;
- Renforcer la stratégie de veille foncière pour le maintien des zones humides et développer d'autres outils que l'achat pour préserver l'existant ;
- Tenir compte des résultats de l'analyse environnementale pour éviter au mieux les atteintes aux milieux et aux espèces.

Pour le directeur régional et par  
délégation,



Laetitia NICOLAÏ,  
Adjointe au Chef du Service Risques Naturels et  
Hydrauliques

### **ANNEXE 3 :**

Fiches actions créées ou modifiées par l'avenant n°2 du PAPI complet  
Bassin de la Seudre

---

**Fiche action : Animation du PAPI complet « Bassin de la Seudre »**

**Objectif :** Assurer l'animation, le suivi ainsi que la réalisation des actions prévues dans le PAPI complet du Bassin de la Seudre.

**Description de l'action :**

Afin d'assurer le bon avancement de la démarche PAPI, le recrutement d'un équivalent temps plein est prévu pour assurer au quotidien les missions suivantes :

- Animer les comités techniques et de pilotage du PAPI complet ainsi qu'assurer le suivi des tableaux de bord.
- Conduire l'ensemble des opérations inscrites sous maîtrise d'ouvrage du SMBS.
- Assurer le suivi financier du PAPI complet.
- Appuyer techniquement et administrativement les maîtres d'ouvrages signataires du programme pour la mise en œuvre de leurs opérations PAPI.
- Assurer la transversalité entre les différentes démarches à l'échelle du bassin versant de la Seudre (SAGE, SLGRI Littoral Charentais, opérations du SMBSA et PAPI complet du bassin de la Seudre)

**Territoire concerné :** Le bassin de la Seudre.

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre
- Pilotage / concertation : groupe de travail, comité technique et comité de pilotage
- Communication : site internet, lettre d'information

### Echéancier prévisionnel : 2018 - 2028

**Coût :**

Coût global annuel de l'agent : 50 800 €

	PAPI initial + avenant 1	Avenant n°2	TOTAL
<u>Coût global de l'agent pendant la durée du programme :</u>	406 400 €	152 400 €	558 500 €

### Plan de financement :

		PAPI initial + avenant 1	Avenant n°2	TOTAL
Etat (BOP 181) :	40 %	162 560 €	60 660 €	223 520 €
Etat (Fonds Vert)	10 % en 2023	-	-	4 500 €
Agence de l'eau :	40 % en 2018 30 % jusqu'en 2024*	111 760 €	0 €* 0 €	111 760 €* 111 760 €
SMBS :	complément à 100 %	132 080 €	91 440 €* 91 440 €	223 520 €* 223 520 €

\* dans l'attente des orientations du XII<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau 2025-2030

**Indicateur de suivi/réussite :**

Elaboration d'une fiche de poste  
Recrutement d'un Equivalent Temps Plein  
Nombre de COPIL et COTECH  
Bilans d'avancement du programme établis lors des COPIL

## **AXE 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque**

---

- *Modification de calendrier :*

**Fiche action n°I.G.1** : Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion

## Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

### Fiche action n°I.G.1 : Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion

**Objectif :** Communiquer, sensibiliser et informer la population à propos des risques d'inondation et de submersion.

#### Description de l'action :

L'objectif de cette action est de communiquer autour des risques d'inondation et de submersion de manière à développer la culture du risque du grand public.

Pour cela, le travail entrepris lors du PAPI d'intention sera poursuivi :

- Des interventions publiques de l'animateur PAPI pourront être effectuées à la demande des partenaires (animation de réunion dans les communes autour des risques d'inondations, ...).
- Site internet du SMBS : diffusion des informations liées à la prévention des inondations et au PAPI sur une page dédiée.
- Diffusion d'une note annuelle à destination des élus afin de rendre compte de l'état d'avancement du PAPI et des actions mises en œuvre. Cette note sera réalisée par l'animateur PAPI

Les actions menées lors du PAPI d'intention ont permis d'informer et de sensibiliser les élus du territoire.

Toutefois, le bilan du PAPI d'intention a démontré le fait que le grand public est peu sensibilisé. Afin de pallier ce manque, différents moyens de communication vont être mis en place :

- Organisation d'une réunion publique annuelle ayant pour objectif de tenir la population informée de l'avancement du PAPI. Cette réunion sera organisée par le SMBS et animée par l'animateur PAPI.
- Organisation de réunions autour de l'intégration des préconisations relatives à l'élaboration de PFMS (Plan Familial de Mise en Sécurité) au sein du DICRIM.
- Organisation de réunions de sensibilisation autour des PPMS (Plans Particuliers de Mise en Sécurité) auprès des établissements scolaires identifiés en zone inondable dans le PPRL
- Diffusion du DICRIM lors de l'achat d'un logement ou d'une autorisation de construire (réalisée par la commune ou l'intercommunalité).
- Toute autre action d'information et de sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion.

Par ailleurs, le dispositif « Arbres bleus » sera mis en place sur l'estuaire de la Seudre dans le but de renforcer la démarche initiée par l'installation de repères de submersion. Ce procédé est un outil de sensibilisation du grand public sur les risques d'inondation. Il vise à matérialiser in situ (peinture des arbres), les hauteurs d'eau engendrées par les submersions marines (PHEC). Cette action comprend les éléments suivants :

- Arbres bleus : Préparation, installation, inauguration des arbres peints avec le bleu de Mogador (pigment naturel) ;
- Communication : Page web, Qr code et réseaux sociaux ;
- Animation et formation des scolaires : Formation animateur, intervention dans deux écoles pilotes, conférence pédagogique, valorisation des travaux sur le site web ;
- Atelier de deux jours pour les élus et techniciens ;
- Réactivation du processus de peinture N+2 : Rebadigeonnage des arbres bleus ;
- Observatoire photographique.

**Territoire concerné :** Le bassin de la Seudre.

**Cible :** Population, acteurs locaux et public scolaire

#### Modalités de mise en œuvre :

- Maître d'ouvrage de l'action : Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre
- Modalités de pilotage : Pilotage du SMBS en partenariat avec les communes et intercommunalités

**Echéancier prévisionnel : 2018 à 2028 pour l'ensemble de l'action**  
- Arbres bleus : 2026-2027

**Coût :**

- Action : Le montant de l'opération est compris dans l'animation du PAPI Seudre  
- Arbres Bleus : 21 600 TTC

**Plan de financement de la prestation :**

Etat : 80% (17 280 € TTC)  
SMBS : 20% (4 320 TTC))

**Indicateur de suivi/réussite :**

Nombre de réunions publiques  
Nombre de réunions autour des PFMS  
Nombre de DICRIM distribués  
Nombre de lettres d'informations éditées et distribuées  
Mise à jour du volet risques inondations sur le site internet  
Fréquentation de la page internet dédiée aux risques d'inondations  
Compte rendu des réunions publiques annuelles (nombre de participants)

**Avancement :**

- Nombre de réunions publiques : 4
- Nombres de participants aux réunions publiques : respectivement environ 20, 25, 35 et 65
- Nombre de réunions de présentation du PAPI à des associations : 3 (Lion's Club Marennes, ASARIV Ronce-les-Bains, collectif des habitants du chemin vert à Chaillevette)
- Nombre d'interventions auprès d'élèves de BTS : 1
- Nombre de jours de sensibilisation lors d'événements auprès du grand public (type Remontée de la Seudre) : 3
- Nombre de lettres d'information éditées et distribuées : 4
- Mise à jour du volet risques inondations sur le site internet : <https://www.sageseudre.fr/papi>

Le dispositif « Arbres Bleus » a été lancé en 2019. Trois sites avaient été identifiés et proposés au élus des communes concernées. La proximité temporelle avec les élections municipales a provoqué la réticence de certains élus. Leur crainte était centrée sur le risque d'une perception négative par la population. En effet, les travaux pour les systèmes d'endiguement n'ayant pas encore eu lieu, du retard ayant été pris sur les calendriers annoncés, une communication sur les inondations pourrait mettre en avant l'inertie associée à ces démarches. **Pour répondre à cette inquiétude, le dispositif sera relancé lorsque les travaux de l'axe 7 auront débuté.**

## AXE 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

---

- **Modification :**

**Fiche action n°V.M.3** : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

- Fiche action V.M.3a : Estuaire de la Seudre
- Fiche action V.M.3b : Secteurs de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc

- **Création :**

**Fiche action n°V.M.4** : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des entreprises de l'estuaire de la Seudre

**Fiche action n°V.M.5** : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics de l'estuaire de la Seudre

**Fiche action n°V.M.6** : Etudes de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus [option sans digue à Bourcefranc]

## Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

### Fiche action n°V.M.3 modifiée : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

**Objectif :** Réaliser les travaux de réduction de la vulnérabilité des habitations préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1 du PAPI.

#### Description de l'action :

La présente action modifiée est divisée en deux parties : la première reprend l'ancienne fiche action ; la seconde ajoute les secteurs de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc-le-Chapus suite à l'abandon des projets de systèmes d'endiguement, ouvrages de protection collectif, en raison des coûts d'investissement très élevés. Au regard de ce changement de stratégie et des attentes des habitants formulées auprès des élus communaux, la communauté de communes du bassin de Marennes souhaite proposer une participation financière supérieure sur ces secteurs, induisant une présentation en deux fiches actions conjointes.

### Fiche action n°V.M.3a. Ancienne fiche action V.M.3

Cette fiche action est complémentaire à la mise en œuvre du schéma global de protection de l'estuaire de la Seudre (*cf. carte 1, protections collectives*) ainsi qu'à l'amélioration de la gestion hydraulique du marais salé (*cf. Erreur ! Source du renvoi introuvable.*). En effet, ces dernières ne donnent pas lieu à la mise hors d'eau de tous les bâtiments situés en zone inondable. Ainsi, l'addition de ces mesures permettra de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens sur l'ensemble de l'estuaire de la Seudre.

La présente fiche action permettra aux particuliers de bénéficier d'aides pour la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité des habitations préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1 débutée en octobre 2019. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de chaque propriétaire de bâtiments. Un règlement a été écrit par les collectivités proposant un co-financement afin de préciser et d'encadrer l'attribution des aides.

L'action V.M.3a s'adresse aux habitations éligibles au programme Seudre Alabri identifiées sur la carte 1 ci-dessous. Les règles d'éligibilité au programme sont consultables grâce au lien suivant : <https://www.sageseudre.fr/seudre-alabri>

Le SMBS proposera un accompagnement des particuliers pour le montage de leurs dossiers de subventions. Il réceptionnera l'ensemble des demandes et les redistribuera vers chacun des financeurs.

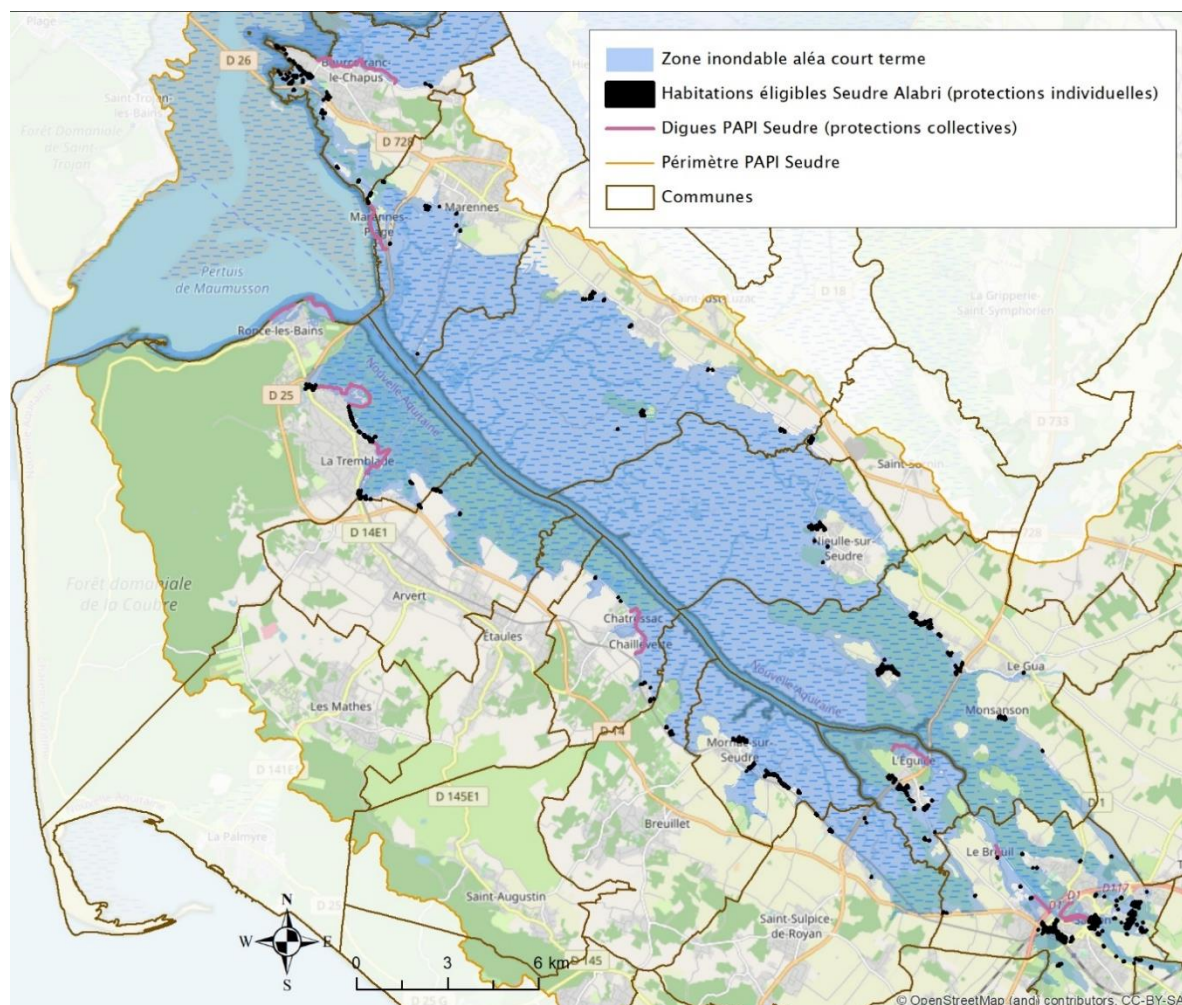
#### Estimation du montant global de la fiche action :

Considérant la diversité des bâtiments diagnostiqués et des mesures préconisées, le chiffrage global de l'action se base sur les premiers résultats des diagnostics. L'action V.M.1 a permis l'identification des habitations éligibles aux diagnostics de vulnérabilité sur l'estuaire de la Seudre (en zone inondable et en secteur de protection individuelle) et la réalisation d'une campagne de communication sur un premier secteur géographique (communes de Breuillet, Chaillevette, L'Eguille, Mornac-sur-Seudre, Saint-Sulpice-de-



Royan). La démarche a été bien accueillie par la population. Une trentaine de diagnostics ont été réalisés d'octobre 2019 à septembre 2020.

Le chiffrage des travaux préconisés pour chaque habitation lors des diagnostics a été extrapolé à l'ensemble du bassin et a permis d'estimer le montant de la présente fiche action.



Le chiffrage estimatif du nombre de bâtiments à diagnostiquer grâce à l'opération Seudre Alabri est de 801 habitations, 456 sur le territoire de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique et 345 sur celui de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes. Les premiers retours d'expérience indiquent un taux d'inscription de 29 %.

L'enveloppe financière de l'action V.M.3a est calculée à partir du coût moyen issu des 31 premiers diagnostics réalisés. Ce calcul considère un taux d'inscription aux diagnostics de 32 % (soit 256 diagnostics), puis un taux de réalisation de travaux suite aux diagnostics de 32 % (soit 82 demandes de travaux), pour un coût moyen de 9 900 € par dossier.

**Territoires concernés :** L'estuaire de la Seudre

**Cible :** Particuliers

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Particuliers, appui du SMBS pour les demandes de subvention
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel :** 2021 - 2028

**Coût :** 815 000 € TTC

**Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	80 % *	652 000 € TTC
CARA	5 % ** sur son territoire	23 250 € TTC
CCBM	5 % ** sur son territoire	17 500 € TTC
Département 17	5 % **	40 750 € TTC
Particuliers	complément à 100 %	81 500 € TTC

\* dans la limite des 50% de la valeur vénale de chaque bien ou 36 000 €

\*\* dans la limite des 10% de la valeur vénale de chaque bien ou 2 250 €

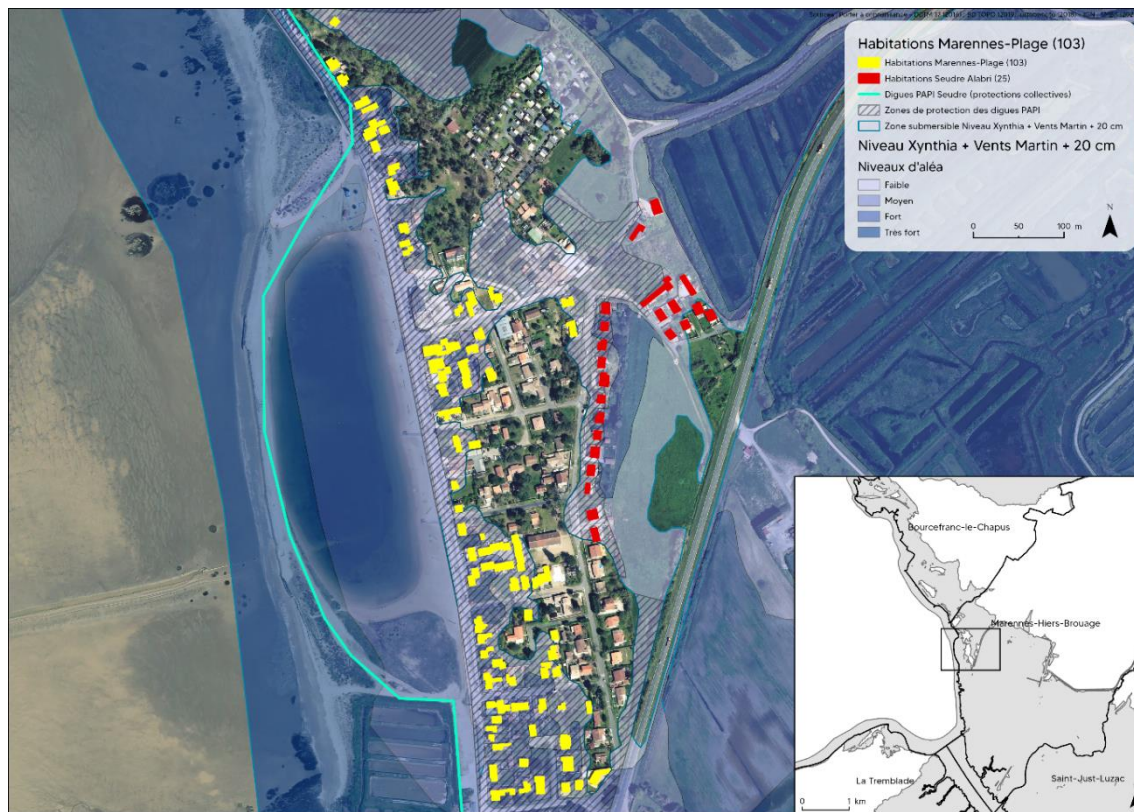
**Fiche action V.M.3b. Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations sur les secteurs de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc-le-Chapus**

**Marennes-Plage :**

Le projet de la fiche action VII.M.6. « confortement / rehaussement de la digue de 1<sup>er</sup> rang sur la commune de Marennes » présentait une analyse multicritères négative lors de la labellisation du PAPI en 2017 et a donc fait l'objet d'une réserve. Le coût estimé pour les travaux était de 582 600 € HT. La commission mixte inondation (CMI) demandait « *une étude de solutions alternatives dans le but d'optimiser la pertinence socio-économique du projet, notamment vis-à-vis du niveau de protection* ».

Dans le cadre d'une étude préalable, 11 scénarios ont été testés pour différentes configurations (tracés, niveaux de protection, typologie des ouvrages). Trois scénarios ont été retenus avec un niveau de protection correspondant à un événement de type Xynthia et étudiés plus en détail dans le cadre d'une étude avant-projet. Quel que soit le scénario, le montant des travaux est estimé à plus d'1 M€, c'est-à-dire plus du double du montant inscrit dans la fiche action VII.M.6. Considérant cette augmentation importante des coûts d'investissement malgré une diminution du niveau de protection, une nouvelle analyse coûts-bénéfices serait, de fait, encore plus défavorable.

Finalement, les solutions alternatives étudiées dans le cadre des études préalable et avant-projet ne permettant pas de lever la réserve émise par la CMI, la fiche action VII.M.6 prévoyant une protection collective est donc abandonnée au profit des protections individuelles inscrites dans la présente fiche action (cf. Carte 2).



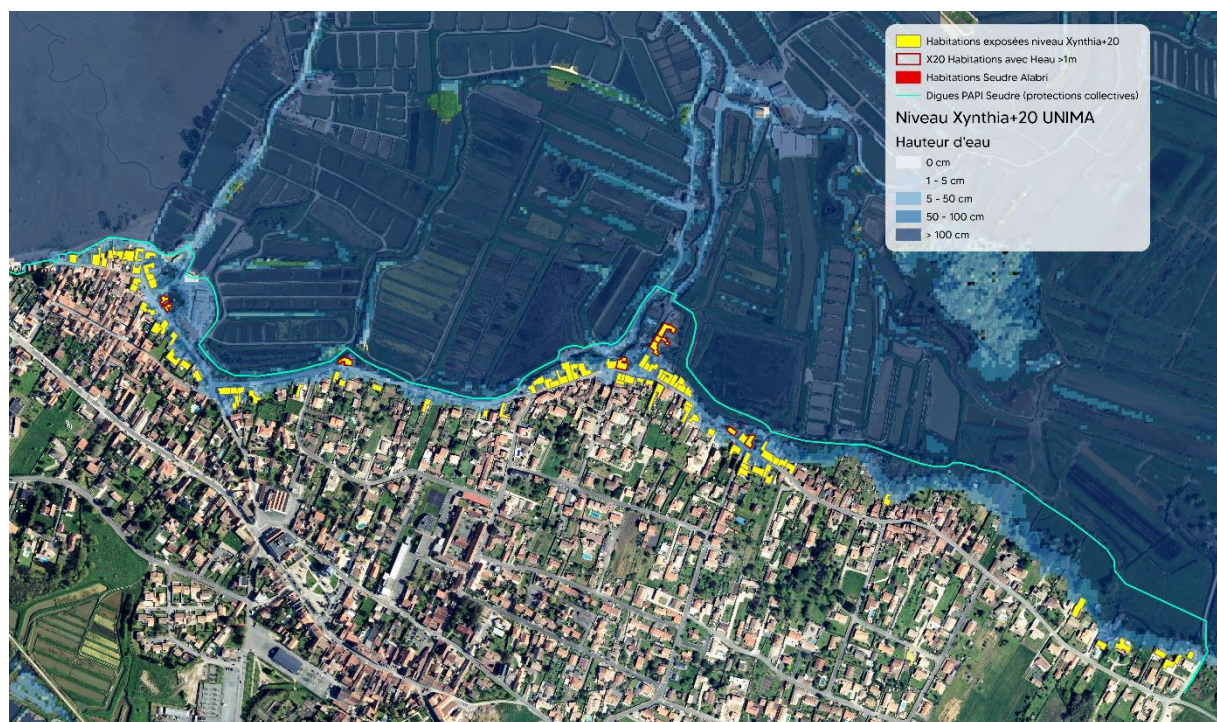
Carte 2 : Habitations nouvellement éligibles à Seudre Alabri à Marennes-Plage

### **Nord de Bourcefranc-le Chapus**

Le projet de la fiche action VII.M.7. « création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-le-Chapus » pour un niveau de protection Xynthia + 20 cm et un linéaire de 2,4 km présente une analyse multicritères très négative. Pour que le projet soit considéré comme rentable, au titre de l'analyse multicritères, l'investissement mobilisable devrait être de 881 500 € HT. Face à ce constat, dans le cadre de l'étude avant-projet, une optimisation financière a été recherchée en diminuant la longueur de l'ouvrage et donc la zone protégée afin de concentrer les efforts sur les secteurs les plus exposés. Les alternatives étudiées permettent effectivement de réduire le montant d'investissement, mais la réduction de la zone protégée induit aussi la diminution des enjeux soustraits à la submersion. Quel que soit le scénario, le montant des travaux est supérieur aux bénéfices attendus, impliquant des analyses coût-bénéfice défavorables.



Finalement, les solutions alternatives étudiées dans le cadre de l'étude d'avant-projet ne permettent pas de réduire suffisamment les coûts d'investissement pour que l'opération soit considérée comme rentable. La fiche action VII.M.7 prévoyant une protection collective est donc abandonnée au profit de protections individuelles inscrites dans la présente fiche action (cf. Carte 3).



**Carte 3 : Habitations nouvellement éligibles à Seudre Alabri à Bourcefranc-le-Chapus**

Cette fiche action permettra aux habitants auparavant situés dans les zones de protection des systèmes d'endiguement de bénéficier d'une aide pour la réalisation de travaux de réduction de la vulnérabilité de leur habitation. L'action V.M.3b s'adresse aux habitations de Marennes-Plage identifiées en jaune sur la Carte 2 ci-après et de Bourcefranc, en jaune dans la Carte 3 ci-après.

#### Estimation du montant global de la fiche action :

Considérant la diversité des bâtiments diagnostiqués et des mesures préconisées, le chiffrage global de l'action se base sur les premiers résultats des diagnostics réalisés dans le cadre de l'action V.M.1. Sur les approximativement 800 habitations éligibles aux diagnostics de vulnérabilité sur l'estuaire de la Seudre (en zone inondable et en secteur de protections individuelles), près de 100 diagnostics ont été réalisés jusqu'à présent.

Le chiffrage des travaux préconisés pour chaque habitation lors des diagnostics a été extrapolé à l'ensemble des habitations de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc, permettant d'estimer le montant de la présente fiche action.

Sur l'ensemble du secteur de Marennes-Plage, 128 habitations sont soumises au risque de submersion pour l'événement NX20VM. Vingt-cinq sont intégrées à la fiche action V.M.3a car elles n'étaient pas protégées par l'ouvrage de protection collective (en rouge sur la Carte 2). 103 habitations sont donc concernées par la fiche V.M.3b.

Sur le secteur nord de Bourcefranc, 101 habitations sont soumises à l'événement NX20VM et sont donc concernées par la fiche V.M.3b.

Compte tenu de la forte conscience du risque sur le secteur de Marennes-Plage et du nord de Bourcefranc, et de l'attente de la population sur les projets de systèmes d'endiguement initialement prévus, la participation attendue est plus importante que sur le reste du territoire. A ce titre, une participation de 30 % de la population est envisagée.

L'enveloppe financière de l'action V.M.3b est calculée à partir d'un montant moyen de travaux réalisé par habitation en légère diminution du fait de l'augmentation du nombre de diagnostic réalisé et du lissage statistique qui en découle, soit 9 000 €. Cependant, deux importantes copropriétés ont été identifiées à Marennes-Plage, notamment constituées de petites surfaces avec peu d'ouvertures, représentant 25 logements, pour lesquels l'estimation du montant des travaux est de 5 000 € par habitation. Par ailleurs, sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus, 5 habitations sans étage sont exposées à un risque de hauteur d'eau supérieure à 1 m. Pour ces habitations, une participation à 100% a été prise en compte avec un montant de travaux de 45 000 €, correspondant au maximum finançable, pour la création de zones refuges.

**Territoires concernés :** Marennes-Plage (commune de Marennes-Hiers-Brouage) et nord de Bourcefranc-le Chapus

**Cible :** Particuliers

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Particuliers, appui du SMBS pour les demandes de subvention
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel :** 2024/2028

**Coût :** 750 000 € TTC

**Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	80 % *	600 000 € TTC
CCBM	10 % **	75 000 € TTC
Département 17	10 % **	75 000 € TTC
Particuliers	0 %	0 €

\* dans la limite des 50 % de la valeur vénale de chaque bien ou 36 000 €

\*\* dans la limite des 10% de la valeur vénale de chaque bien ou 2 250 €

**Indicateur de suivi/réussite :**

Nombre de dossiers traités

Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés

Montants financés par l'Etat et les collectivités

<b>Fiche action n°V.M.3 modifiée : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre</b>																	
<b>Objectif</b> : Réaliser les travaux de réduction de la vulnérabilité des habitations préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1 du PAPI.																	
<b>Territoires concernés</b> : L'estuaire de la Seudre <b>Cible</b> : Particuliers																	
<b>Modalités de mise en œuvre</b> : - <u>Maître d'ouvrage de l'action</u> : Particuliers, appui du SMBS pour les demandes de subvention - <u>Pilotage / concertation</u> : Comité technique et comité de pilotage - <u>Communication</u> : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information																	
<b>Echéancier prévisionnel</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Fiche action V.M.3a : 2021-2028</li> <li>Fiche action V.M.3b : 2024-2028</li> </ul>																	
<b>Coût</b> : 1 565 000 € TTC <ul style="list-style-type: none"> <li>Fiche action V.M.3a : 815 000 €</li> <li>Fiche action V.M.3b : 750 000 €</li> </ul>																	
<b>Plan de financement global:</b> <table> <tr> <td>Etat (FPRNM)</td><td>80 % *</td><td>1 252 000 € TTC</td></tr> <tr> <td>CARA</td><td>5 %** sur son territoire</td><td>23 250 € TTC</td></tr> <tr> <td>CCBM</td><td>10 % sur le secteur de Marennes-Plage et nord de Bourcefranc-le-Chapus et 5 % sur le reste de son territoire **</td><td>92 500 € TTC</td></tr> <tr> <td>Département 17</td><td>10 % sur le secteur de Marennes-Plage et nord de Bourcefranc-le-Chapus et 5 % sur le reste du territoire **</td><td>115 750 € TTC</td></tr> <tr> <td>Particuliers</td><td>complément à 100 %</td><td>81 500 € TTC</td></tr> </table> <p>* dans la limite des 50 % de la valeur vénale de chaque bien ou 36 000 €  ** dans la limite des 10% de la valeur vénale de chaque bien ou 2 250 €</p>			Etat (FPRNM)	80 % *	1 252 000 € TTC	CARA	5 %** sur son territoire	23 250 € TTC	CCBM	10 % sur le secteur de Marennes-Plage et nord de Bourcefranc-le-Chapus et 5 % sur le reste de son territoire **	92 500 € TTC	Département 17	10 % sur le secteur de Marennes-Plage et nord de Bourcefranc-le-Chapus et 5 % sur le reste du territoire **	115 750 € TTC	Particuliers	complément à 100 %	81 500 € TTC
Etat (FPRNM)	80 % *	1 252 000 € TTC															
CARA	5 %** sur son territoire	23 250 € TTC															
CCBM	10 % sur le secteur de Marennes-Plage et nord de Bourcefranc-le-Chapus et 5 % sur le reste de son territoire **	92 500 € TTC															
Département 17	10 % sur le secteur de Marennes-Plage et nord de Bourcefranc-le-Chapus et 5 % sur le reste du territoire **	115 750 € TTC															
Particuliers	complément à 100 %	81 500 € TTC															
<b>Indicateur de suivi/réussite</b> :  Nombre de dossiers traités Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés Montants financés par l'Etat et les collectivités																	

## Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

### Fiche action n°V.M.4 : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre

Cette fiche action est complémentaire à la mise en œuvre du schéma global de protection de l'estuaire de la Seudre (cf. *carte 1, protections collectives*) ainsi qu'à l'amélioration de la gestion hydraulique du marais salé (cf. **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). En effet, ces dernières ne donnent pas lieu à la mise hors d'eau de tous les bâtiments situés en zone inondable. Ainsi, l'addition de ces mesures permettra de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens sur l'ensemble de l'estuaire de la Seudre.

La présente fiche action permettra aux activités économiques de bénéficier d'aides pour la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité des bâtiments préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de chaque propriétaire de bâtiments.

Le SMBS proposera un accompagnement des entreprises pour le montage de leurs dossiers de subventions. Il réceptionnera l'ensemble des demandes et les transmettra aux services instructeurs de l'Etat.

#### Estimation du montant global de la fiche action :

Le retour d'expérience concernant les bâtiments à usage d'habitation montre pour l'instant une participation faible des habitants à la réalisation de travaux (1,5 % des logements éligibles). Les premiers retours d'expérience des territoires voisins montrent également une participation des entreprises plus réduite par rapport à celle des habitants.

Par ailleurs, l'ostréiculture est une activité structurante de l'estuaire et représente la majeure partie des bâtiments vulnérables hébergeant une activité économique. Ces exploitations « au fil de l'eau » sont cependant peu sensibles à la submersion et la plupart ont déjà fait l'objet d'aménagements suite à la tempête Xynthia. Le taux de participation des exploitants ostréicoles est donc estimé plus faible que celui des autres activités économiques.

Un coût moyen de travaux par bâtiment a été construit sur la base des chiffrages issus des diagnostics de vulnérabilité des habitations (action en cours depuis 2019) extrapolés pour chaque catégorie d'entreprise. L'estimation du montant total des travaux est obtenue en multipliant les coûts moyens par les taux de participation et le nombre d'enjeux :

Type d'enjeux	Nombre	Taux de participation	Coût moyen	Montant estimé des travaux
Activité économique	74	5 %	12 000 € TTC	44 400 € TTC
Ostréiculture	385	1 %	10 000 € TTC	38 500 € TTC
<b>TOTAL</b>	<b>459</b>			<b>82 900 € TTC</b>

**Territoires concernés :** L'estuaire de la Seudre

**Cible :** Entreprises

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Entreprises, appui du SMBS pour les demandes de subvention
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel :** 2024/2028

**Coût :** 82 900 € TTC

**Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	40 % *	33 160 € TTC
Entreprises	complément à 100 %	49 740 € TTC

\* dans la limite des 10% de la valeur vénale de chaque bien

**Indicateur de suivi/réussite :**

Nombre de dossiers traités

Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés

Montants financés par l'Etat et les collectivités



## Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

### Fiche action n°V.M.5 : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre

Cette fiche action est complémentaire à la mise en œuvre du schéma global de protection de l'estuaire de la Seudre (cf. *carte 1, protections collectives*) ainsi qu'à l'amélioration de la gestion hydraulique du marais salé (cf. **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). En effet, ces dernières ne donnent pas lieu à la mise hors d'eau de tous les bâtiments situés en zone inondable. Ainsi, l'addition de ces mesures permettra de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens sur l'ensemble de l'estuaire de la Seudre.

La présente fiche action permettra aux collectivités locales de bénéficier, pour leurs bâtiments publics, d'aides pour la réalisation des travaux de réduction de la vulnérabilité préconisés par les diagnostics de l'action V.M.1. Les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de chaque propriétaire de bâtiments.

Le SMBS proposera un accompagnement pour le montage des dossiers de subventions. Il réceptionnera l'ensemble des demandes et les transmettra aux services instructeurs de l'Etat.

#### Estimation du montant global de la fiche action :

Douze bâtiments publics ont été identifiés en zone submersible sur l'estuaire de la Seudre. Pour chaque établissement, une estimation du montant des travaux a été établie sur la base du retour d'expérience des diagnostics des habitations réalisées depuis 2019 et une inspection visuelle depuis la rue. Seul le lycée de la Mer et du Littoral, à Bourcefranc-le-Chapus a déjà fait l'objet d'un diagnostic.

EPCI-FP	Gestionnaire	Etablissement	Montant travaux estimé
CCBM	Commune Intercommunalité	Salle Omnisport Hector Barthélémy Patoizeau	14 000 €
		Camping Municipal Le Giroflée à Bourcefranc	20 000 €
		Ecole de voile du Bassin de Marennes	13 000 €
		Piscine Intercommunale Bourcefranc/Marennes	15 000 €
	Département	Aire de carénage du port du Chapus	7 000 €
		La Cité de l'Huître	A déterminer
	Région	Lycée de la Mer et du Littoral à Bourcefranc	70 000 €
CARA	Commune Intercommunalité	Logements de Gendarmerie Nationale à Saujon	42 000 €
	Commune Intercommunalité Département	Bibliothèque municipale de Mornac	10 000 €

La probabilité que l'ensemble des collectivités concernées réalisent les diagnostics et les travaux préconisés est faible. L'hypothèse retenue est l'engagement du 50 % des montants estimés à l'issue de la mise en œuvre de cette action.

Montant total travaux bâtiments publics	Taux de réalisation	Montant estimé des travaux
191 000 €	50 %	95 500 €

**Territoires concernés :** L'estuaire de la Seudre  
**Cible :** Collectivités locales propriétaires

- Modalités de mise en œuvre :**
- Maître d'ouvrage de l'action : Collectivités locales, appui du SMBS pour les demandes de subvention
  - Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
  - Communication : Presse, réunions publiques, courriers, site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel :** 2024/2028

**Coût :** 95 500 € TTC

**Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	50 % *	47 750 € TTC
Etat (fonds vert)	<i>Participation à déterminer</i>	
Propriétaires	Complément à 100 % (minimum 20 %)	47 750 € TTC

**Indicateur de suivi/réussite :**

Nombre de dossiers traités  
Nombre de travaux réalisés par type de travaux préconisés  
Montants financés par l'Etat et les collectivités

## Axe 5 : Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

### Fiche action n°V.M.6 : Etudes de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus

L'étude préalable réalisée pour le projet de système d'endiguement au nord de Bourcefranc-le-Chapus présente un coût de travaux de 4 710 000 € pour un niveau de protection Xynthia + 20 cm. Ce projet permet de protéger 103 habitations, dont 8 exposées à plus de 1 m d'eau pour cet aléa. Cependant, malgré le nombre d'enjeux protégés, le coût reste trop élevé et l'analyse multicritère est négative. Le projet ne pourra donc pas être validé en l'état dans l'avenant au PAPI.

Lors du comité de pilotage de restitution des résultats de l'étude préalable, une solution alternative a été proposée : la protection individuelle des habitations exposées à moins de 1 m d'eau grâce au programme Seudre Alabri et l'acquisition amiable des biens exposés à plus de 1 m d'eau. Une première analyse a évalué des ordres de grandeur du montant du rachat des 8 habitations à 2 500 000 € et celui de la démolition à 300 000 €. Quant aux protections individuelles, celles-ci s'élèveraient à 250 000 €.

Afin d'évaluer la faisabilité de l'acquisition amiable des 8 habitations les plus exposées du secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus, l'étude des éléments suivants est notamment nécessaire pour répondre aux critères détaillés dans le guide FPRNM de 2021 :

- I. Levés topographiques des seuils des habitations les plus exposées et concernées par une potentielle acquisition à l'amiable.
- II. Estimation du coût d'acquisition des habitations les plus exposées.
- III. Estimation du coût de déconstruction de ces bâtiments et estimation du coût de changement de destination de ces bâtiments (ex : lieux de stockage, d'expositions, salles de réception) et du coût d'entretien sur 50 ans.
- IV. Estimation des coûts de protection individuelle de ces bâtiments.
- V. Comparaison de ces montants avec les coûts d'investissement et d'entretien du projet de système d'endiguement.

**Territoires concernés :** Commune de Bourcefranc-le-Chapus

**Cible :** Communauté de communes du bassin de Marennes

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage de l'action : Communauté de communes du bassin de Marennes
- Pilotage / concertation : Comité technique et comité de pilotage
- Communication : site internet, lettre d'information

**Echéancier prévisionnel :** 2024

**Coût :** 40 000 € TTC

**Plan de financement :**

Etat (FPRNM)	50 %	20 000 € TTC
CCBM	50 %	20 000 € TTC

**Indicateur de suivi/réussite :**

Rapport d'étude

## AXE 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques

---

- **Modifications :**

**Fiche action VII.M.1** : Confortement et rehaussement des digues de 1<sup>er</sup> rang sur Ronce-Les-Bains

- Fiche action VII.M.1a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.1b : Travaux

**Fiche action VII.M.2** : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade

- Fiche action VII.M.2a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.2b : Travaux

**Fiche action VII.M.3** : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette

- Fiche action VII.M.3a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.3b : Travaux

**Fiche action VII.M.4** : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre

- Fiche action VII.M.4a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.4b : Travaux

**Fiche action VII.M.5** : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon

- Fiche action VII.M.5a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.5b : Travaux

**Fiche action VII.M.6** : Confortement/rehaussement de la digue de 1<sup>er</sup> rang sur la commune de Marennes

- Fiche action VII.M.6a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.6b : Travaux – Action abandonnée

**Fiche action VII.M.7** : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Bourcefranc-Le-Chapus

- Fiche action VII.M.7a : Etudes pré-opérationnelles
- Fiche action VII.M.8b : Travaux

## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

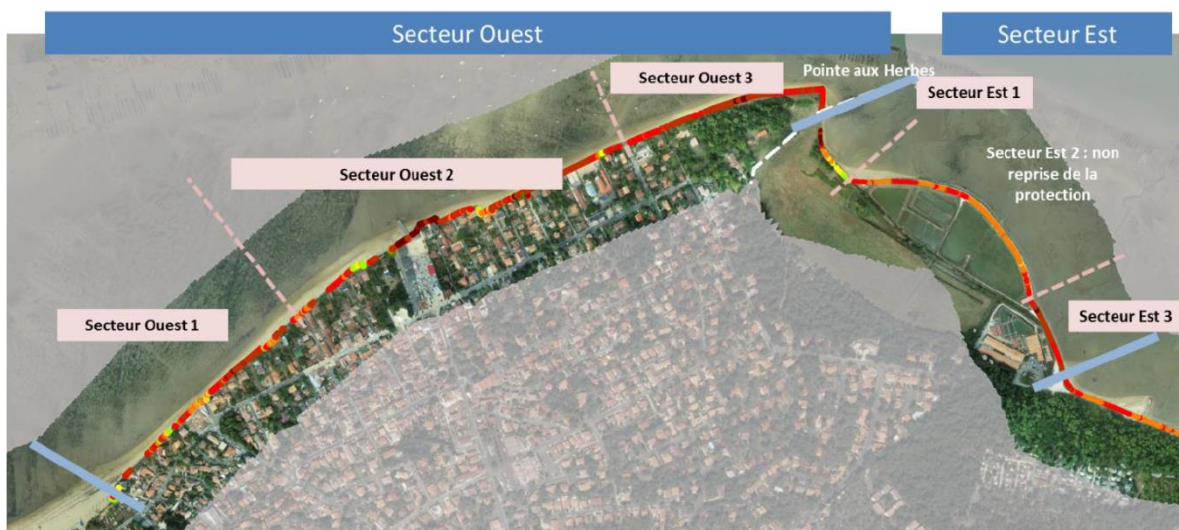
### Fiche action n°VII.M.1 : Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains

**Objectif :** Conforter et rehausser le brise-lame ainsi que la digue de Mus-de-Loup permettant de protéger la station balnéaire de Ronce-Les-Bains.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à conforter et rehausser la digue maçonnée et la digue Mus-de-Loup à l'aide d'enrochements et à la reprise des ouvrages hydrauliques, afin de protéger les nombreux enjeux existants sur Ronce-Les-Bains. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un évènement correspondant à un aléa type Xynthia (période de retour estimée à 50 ans) :

- Secteur Ouest : ouvrage de protection en enrochement à la cote 4,50 m NGF sur environ 1 580 mètres, ainsi que 9 dispositifs (batardeaux ou escaliers) permettant de barrer les descentes à la mer et fermer le système d'endiguement. La place Brochard, dans le secteur Ouest 2, sera équipée afin d'assurer le même niveau de protection et le même débit de franchissement que sur le reste de l'ouvrage tout en maintenant les usages ;
- Secteur Est : talus en enrochements à la cote 4,60 m NGF sur environ 410 mètres.



Carte 4 : Sectorisation du projet de protection de Ronce-les-Bains (Source : ARTELIA, AVP, 2022)

*Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 160 habitations, dont 22 avec plus de 1 m d'eau, 85 entreprises ainsi que l'IFREMER pour l'aléa Xynthia. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :*

Tableau 1 : Secteur de Ronce-Les-Bains : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Enjeux concernés par le projet de Ronce-les-Bains <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>		Aléas							
		Xynthia - 30 cm (T20)		Xynthia (T50)		Martin (T70)		NX20VM (T300)	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre d'habitations en zone inondable	110	1	174	14	298	43	489	310
Enjeux éco	Emplois en zone inondable	69	0	85	0	126	6	184	128
Ets Publics inondés		1	0	1	0	1	0	1	1

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements au stade de l'étude Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

**Territoire concerné :** Commune de La Tremblade (Ronce-Les-Bains)

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux, analyse multicritère
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DPM, DIG, DUP, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.1a :  
Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2024
- Fiche action VII.M.1b :  
Echelonnement des travaux : 2025-2026

**Coût total :** 4 903 600 € HT

- Fiche action VII.M.1a : 500 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.1b : 4 403 600 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.1a :

Département de Charente-Maritime	20 %	100 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	250 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	50 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	100 000 € HT

- Fiche action VII.M.1b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	1 146 036,90 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	1 761 440,00 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	350 086,20 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	1 146 036,90 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage



## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

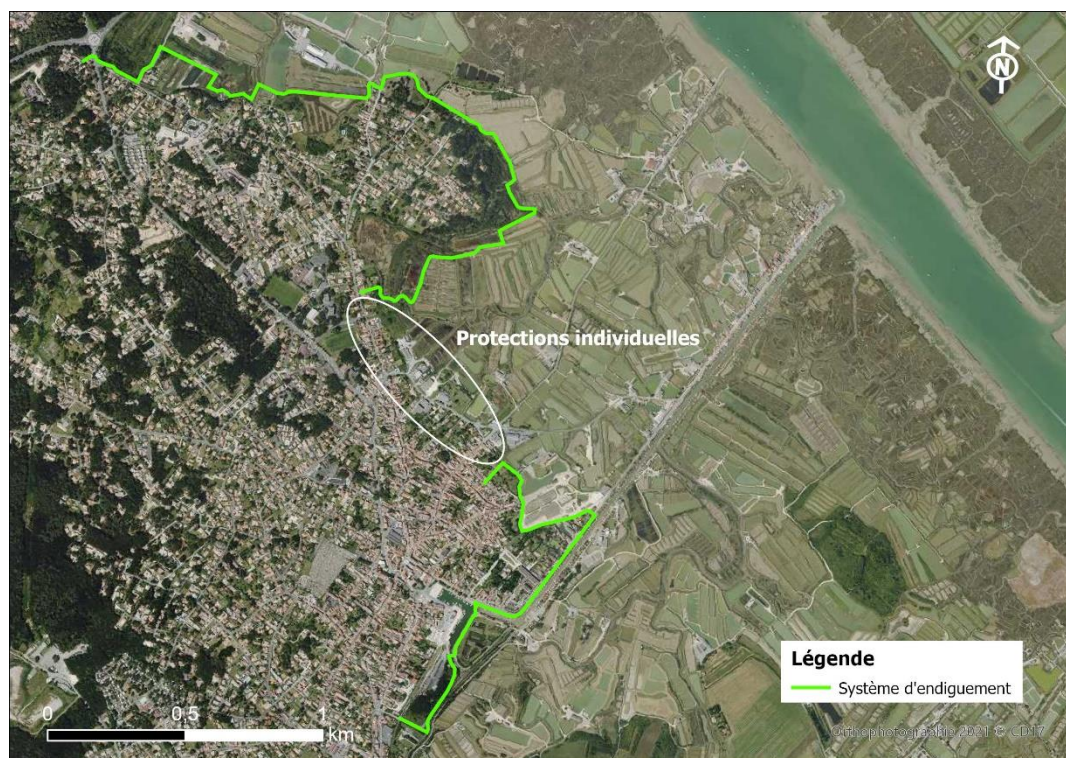
### Fiche action n°VII.M.2 : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade

**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de La Tremblade, par la création d'un système de digues de retrait.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer deux systèmes d'endiguement de retrait afin de protéger une partie du centre urbain de La Tremblade. A noter que quatre ouvrages hydrauliques sont associés à ce projet d'aménagement. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un évènement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Secteur Nord : digue en terre à la cote 4,40 m NGF sur environ 3 200 mètres (hauteur de l'ouvrage entre 0,4 et 1,4 m).
- Secteur Sud : digue en terre, muret, rehausse de voirie et palplanches à la cote 4,40 m NGF sur environ 1 500 mètres (hauteur de l'ouvrage entre 0,5 et 1 m).



Le choix de deux ouvrages séparés par une zone de protections individuelles a été fait lors de l'élaboration de la fiche action initiale du PAPI complet et s'explique par :

- Une faible concentration d'enjeux, associée à de faibles hauteurs d'eau (<0,5 m) dans la zone de protections individuelles,
- Une ACB initiale négative avec un ouvrage continu (plus de 4 km de linéaire).

A l'issue des études préalables et avant-projet, les coûts prévisionnels ont fortement augmenté en partie à cause de l'augmentation du linéaire de protection liée aux contraintes locales et à la nécessité de fermeture des systèmes. Afin de ne pas amplifier encore les coûts, le principe de séparation des deux système d'endiguement a été conservé.



Le projet de protection n'altère que peu l'emprise du milieu naturel. En effet, les aménagements se situent en limite de zone humide. Par ailleurs, on observe un impact hydraulique au droit des ouvrages d'environ 5 cm en marais.

Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 241 habitations et 170 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 2 : Secteur de La Tremblade : tableau récapitulatif des enjeux exposés**

Enjeux concernés par le projet de La Tremblade <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>			Aléas					
			Fréquent : X-30cm		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM	
			A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	64	13	171	25	177	18
		0,5 - 1m	4	1	71	18	92	23
		>1m	1	0	10	1	17	4
		Total	69	14	252	44	286	45
Enjeux éco	Entreprises inondées (nombre)		130	105	288	134	307	137
Ets Publics inondés			2	2	7	4	7	4
Enjeux de réseaux	Routes inondées (linéaire en m)	<0,5m	11 867	10 819	8 867	4 028	7 044	2 357
		>0,5m	5 510	6 456	18 233	17 584	21 264	19 626
		Total	17 379	17 277	21 616	21 616	28 315	21 987
Enjeux agricoles	Surfaces agricoles inondées (ha)		11,16	3,62	11,34	3,73	11,34	3,72

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements au stade de l'étude Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création des digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

**Territoire concerné :** Commune de La Tremblade

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux

- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers

- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.2a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2024

- Fiche action VII.M.2b :

Echelonnement des travaux : 2025-2026

**Coût total : 5 270 000 € HT**

- Fiche action VII.M.2a : 510 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.2b : 4 760 000 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.2a :

Département de Charente-Maritime	20 %	102 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	255 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	51 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	102 000 € HT

- Fiche action VII.M.2b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	1 238 790 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	1 904 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	378 420 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	1 238 790 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

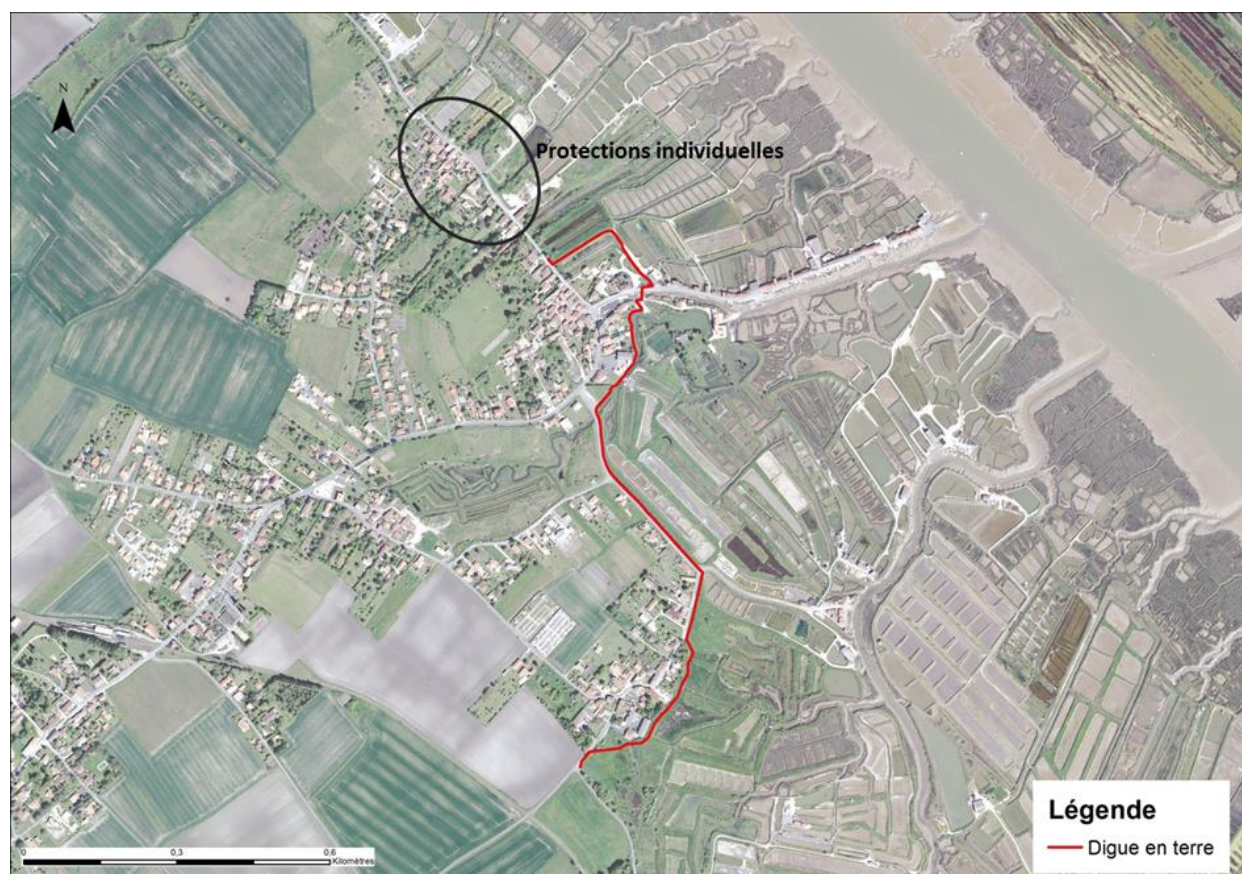
### Fiche action n°VII.M.3 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette

**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de Chaillevette, par la création d'une digue de retrait.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait afin de protéger une partie du centre urbain de la commune de Chaillevette. A noter qu'un ouvrage hydraulique est associé à ce projet d'aménagement. Le dimensionnement de l'ouvrage est fait pour un évènement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Ouvrage de protection : à la cote 4,43 m NGF sur environ 1 700 mètres (hauteur de l'ouvrage comprise entre 0,25 et 1,70 m). La protection n'augmente que peu l'emprise sur le milieu naturel (aménagement en limite de zone humide).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 109 habitations et 49 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 3 : Secteur de Chaillevette : tableau récapitulatif des enjeux exposés**

Enjeux concernés par le projet de Chaillevette <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>			Aléas									
			Fréquent : X-30cm		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	43	0	49	0	65	0	68	0	57	57
		0,5 - 1m	12	0	32	0	33	0	34	0	47	47
		>1m	0	0	0	0	2	0	7	0	27	27
		<b>Total</b>	<b>55</b>	<b>0</b>	<b>81</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>109</b>	<b>0</b>	<b>131</b>	<b>131</b>
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>0</b>	<b>46</b>	<b>0</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>49</b>	<b>0</b>	<b>50</b>	<b>50</b>
Ets Publics	La Poste	Hauteur d'eau (m)	<b>&lt; 0,5</b>	<b>0</b>	<b>&lt; 0,5</b>	<b>0</b>	<b>&lt; 0,5</b>	<b>0</b>	<b>&lt; 0,5</b>	<b>0</b>	<b>0,5 - 1</b>	<b>0,5 - 1</b>
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes II	2 654	0	3 365	0	3 547	0	3 635	0	3 887	3 887
		Chemins	13	0	18	0	33	0	36	0	63	63
		<b>Total (m)</b>	<b>2 667</b>	<b>0</b>	<b>3 383</b>	<b>0</b>	<b>3 580</b>	<b>0</b>	<b>3 671</b>	<b>0</b>	<b>3 950</b>	<b>3 950</b>
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,01	0	0,07	0	0,11	0	0,14	0	0,24	0,24
		Prairies submergées	0,10	0	0,16	0	0,16	0	0,16	0	0,18	0,18
		<b>Total (ha)</b>	<b>0,12</b>	<b>0</b>	<b>0,23</b>	<b>0</b>	<b>0,27</b>	<b>0</b>	<b>0,30</b>	<b>0</b>	<b>0,42</b>	<b>0,42</b>

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création de l'ouvrage nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

**Territoire concerné :** Commune de Chaillevette

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime

- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique

- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux

- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords foncières, DUP, DPM, Etude de Dangers

- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.3a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2021-2025

- Fiche action VII.M.3b :

Echelonnement des travaux : 2026-2028

**Coût total : 2 950 000 € HT**

- Fiche action VII.M.3a : 350 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.3b : 2 600 000 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.3a :

Département de Charente-Maritime	20 %	70 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	175 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	35 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	70 000 € HT

- Fiche action VII.M.3b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	676 650 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	1 040 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	206 700 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	676 650 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage



## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

### Fiche action n°VII.M.4 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de L'Eguille-sur-Seudre

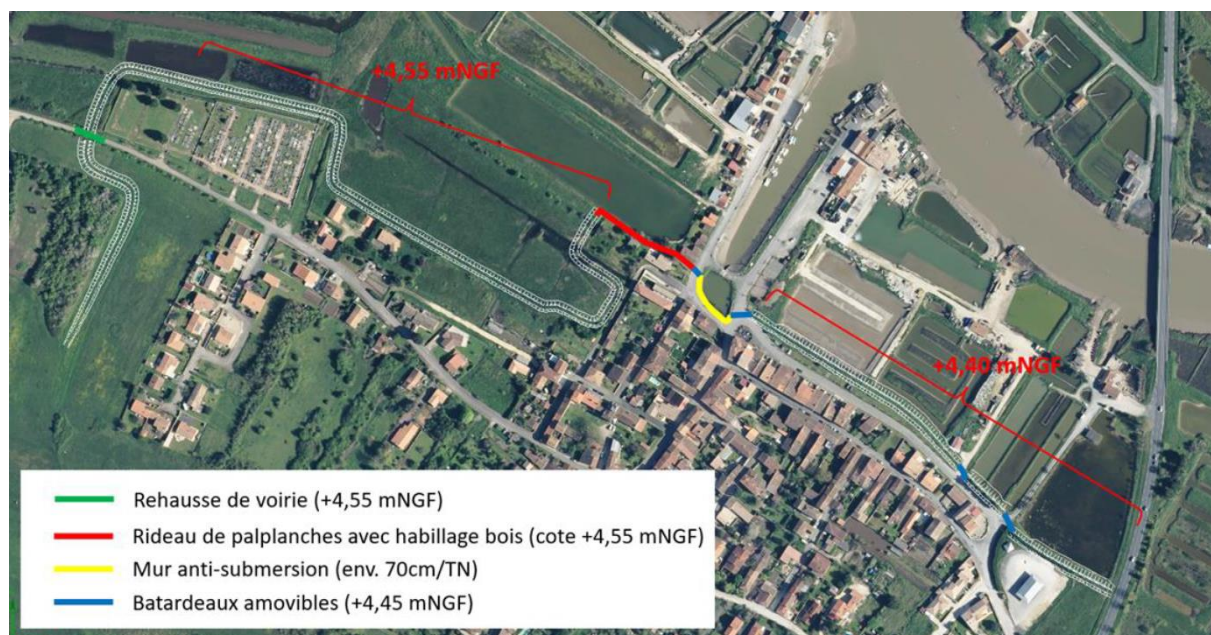
**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée du centre urbain de la commune de L'Eguille-sur-Seudre, par la création d'une digue de retrait.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait d'environ 1,3 km afin de protéger le centre urbain de la commune de L'Eguille-sur-Seudre. Le dimensionnement de l'ouvrage est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- Digue en terre, à la cote 4,55 m NGF sur le secteur et 4,40 m NGF sur le secteur est ;
- Rideau de palplanches : à la côte 4,55 m NGF sur environ 100 mètres ;
- Mur en béton armé, à la côte 4,50 m NGF ;
- Dispositifs de fermeture amovible type batardeaux, à la côte 4,45 m NGF ;
- Rehausse de voirie à l'est du cimetière, rue de l'Egalité, à la côté 4,55 m NGF.

La protection n'a qu'une faible incidence sur le milieu naturel (aménagement en limite de zone humide).



Carte 5 : Projet de protection de L'Eguille (Source : UNIMA, AVP, 2022)

Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 88 habitations, 21 entreprises, le temple, le pôle culturel et le cimetière de la commune pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Secteur de L'Eguille : tableau récapitulatif des enjeux exposés

Secteur : L'Eguille Nord <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>			Aléas							
			Fréquent X-30		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
		Hauteur d'eau	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Logements (hauteur d'eau)	< 0,5 m	40	0	26	0	23	0	20	20
		0,5 - 1	3	0	47	0	59	0	48	49
		> 1 m	0	0	3	0	6	0	39	38
		<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>0</b>	<b>76</b>	<b>0</b>	<b>88</b>	<b>0</b>	<b>107</b>	<b>107</b>
Enjeux eco	Entreprises (hauteur d'eau)	< 0,5 m	18	8	3	0	3	0	6	4
		0,5 -1 m	2	2	26	9	25	9	13	13
		> 1 m	1	1	2	2	4	2	19	19
		<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>11</b>	<b>31</b>	<b>11</b>	<b>32</b>	<b>11</b>	<b>38</b>	<b>36</b>
Ets sensibles	Ets publics (hauteur d'eau)	< 0,5 m	3	0	0	0	0	0	0	0
		0,5 -1 m	0	0	3	0	3	0	0	0
		> 1 m	0	0	0	0	0	0	3	3
		<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
	Inondation cimetière		Faible	Aucune	Moy.	Aucune	Moy.	Aucune	Forte	Forte
Enjeux réseau	Routes (mètres linéaires)	< 0,5 m	1043	176	1095	556	881	488	281	314
		> 0,5 m	404	287	1532	469	1867	550	2646	2640
		<b>Total</b>	<b>1447</b>	<b>463</b>	<b>2627</b>	<b>1025</b>	<b>2748</b>	<b>1038</b>	<b>2927</b>	<b>2954</b>
	Postes électriques inondés		2	1	3	1	3	1	3	3
Enjeux agricoles	Surfaces inondées (ha)		0,56	0,05	1,01	0,11	1,08	0,12	1,19	1,24

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection au stade de l'étude Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création d'une digue en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

**Territoire concerné :** Commune de l'Éguille-sur-Seudre

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.4a :  
Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2020-2024
- Fiche action VII.M.4b :  
Echelonnement des travaux : 2025-2026

**Coût total :** 1 660 000 € HT

- Fiche action VII.M.4a : 350 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles et ACB)
- Fiche action VII.M.4b : 1 300 000 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.4a :

Département de Charente-Maritime	20 %	70 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	175 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	35 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	70 000 € HT

- Fiche action VII.M.4b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	340 927,50 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	524 000,00 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	104 145,00 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	340 927,50 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage



## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

### Fiche action n°VII.M.5 : Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon

**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée des zones urbaines denses sur la commune de Saujon, par la création d'un système de digues en bord de Seudre.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer un système d'endiguement composé de plusieurs ouvrages afin de protéger les zones urbaines denses de la commune de Saujon. Le dimensionnement des ouvrages est fait pour un évènement correspondant au niveau Xynthia + vents Martin + 20cm (période de retour estimée à 300 ans) :

- **Centre-ville amont : deux ouvrages**, rehausse de voiries et confortement de berges à la cote 3,92 m NGF
  - o Rive gauche : environ 490 mètres, hauteur 0,4 m
  - o Rive droite : environ 565 mètres, hauteur 0,55 m
- **Centre-ville aval : protection à la cote 4,33 m NGF**
  - o Rive gauche : muret et rehausse de voirie (hauteur 0,35 m) sur environ 200 m
  - o Ecluses de Ribérou : Adaptation potentielle des écluses
  - o Rive droite : muret et rehausse de voirie (hauteur 0,70 m) sur environ 160 m et merlon (hauteur 1,71 m) sur environ 470 mètres
- **Quartiers du Treuil et du Breuil : un ouvrage** (hauteur environ 0,4 m)
  - o Rive gauche : digue en terre à la cote 4,33 m NGF sur environ 2 100 mètres



Les ouvrages du système d'endiguement sont dépendants d'un point de vue hydraulique. Ils ne peuvent être réalisés indépendamment, sous peine d'accroître la vulnérabilité des enjeux.

Le système d'endiguement permettrait de mettre hors d'eau 457 habitations et 66 entreprises pour un événement maritime et 285 habitations pour un événement fluviomaritime. Il permet également de protéger l'EHPAD « ORPEA Sud Saintonge », l'école maternelle « La Taillée » ainsi que le collège « André Albert » et son gymnase. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans les tableaux ci-dessous :

**Tableau 5 : Secteur de Saujon : tableau récapitulatif des enjeux exposés à un événement maritime**

Enjeux concernés par le projet de Saujon - Aléa maritime <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>		Aléas							
		Xynthia - 30 cm (T5)		Martin (T50)		NX20VM (T150)		NX60VM (T300)	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations	178	61	761	277	743	286	1126	544
Enjeux éco	Emplois en zone inondable	12	1	130	44	104	38	203	90
Ets Publics inondés		3	1	9	2	7	2	11	4
Enjeux agricoles	Surfaces agricoles inondées (ha)	282	268	399	398	423	410	513	494

**Tableau 6 : Secteur de Saujon : tableau récapitulatif des enjeux exposés à un événement fluviomaritime**

Enjeux concernés par le projet de Saujon - Aléa fluviomaritime <i>A : Etat actuel ; B : Etat aménagé</i>		Aléas							
		Coef. 110 + Q5 (T7)		Xynthia - 50cm + Q10 (T30)		Xynthia - 30cm + Q20 (T100)		X-30cm + Q1982 (T1000)	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations	131	74	263	194	692	407	904	980
Enjeux éco	Emplois en zone inondable	15	7	42	31	149	149	241	241
Ets Publics inondés		1	0	3	1	8	8	10	10
Enjeux agricoles	Surfaces agricoles inondées (ha)	183	183	269	263	373	370	443	450

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé des protections au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création de digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

**Territoire concerné :** Commune de Saujon

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté d'Agglomération Royan Atlantique
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, DPF, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.5a :

Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2021-2025

- Fiche action VII.M.5b :

Echelonnement des travaux : 2026-2028

**Coût total :** 5 710 000 € HT

- Fiche action VII.M.5a : 540 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.5b : 5 170 000 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.5a :

Département de Charente-Maritime	20 %	108 000 € HT
Etat (FPRNM)	50 %	270 000 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	10 %	54 000 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	20 %	108 000 € HT

- Fiche action VII.M.5b :

Département de Charente-Maritime	26,025 %	1 345 492,50 € HT
Etat (FPRNM)	40 %	2 068 000,00 € HT
Région Nouvelle-Aquitaine	7,95 %	411 015,00 € HT
Communauté d'Agglomération Royan Atlantique	26,025 %	1 345 492,50 € HT

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage



## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

### Fiche action n°VII.M.6 : Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes

**Objectifs :** Conforter/rehausser la digue de 1<sup>er</sup> rang et fermer le système d'endiguement (création de digue) afin de protéger la station balnéaire de Marennes-Plage.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à conforter/rehausser la digue de 1<sup>er</sup> rang et à créer une digue de 2<sup>e</sup> rang afin de protéger la station balnéaire de Marennes-Plage. Par ailleurs, une digue en terre sera créée à l'autre de l'ouvrage afin de fermer le système d'endiguement. Le dimensionnement est fait pour un événement correspondant au niveau Xynthia + vents Marennes-Océan (niveau de mer estimé à 300 ans) :

- Digue de 1<sup>er</sup> rang : à la cote 4,85 m NGF sur une largeur de 10 m (hauteur de l'ouvrage 0,85 m).
- Dignes en terre : à la cote 5,65 m NGF sur une largeur de 10 m (hauteur de l'ouvrage 2,15 m).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 89 habitations et 25 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 7 : Secteur de Marennes-Plage : tableau récapitulatif des enjeux exposés**

Secteur : Marennes-Plage A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	6	0	25	0	50	0	41	0	50	50
		0,5 - 1m	0	0	0	0	28	0	48	0	49	49
		>1m	0	0	0	0	0	0	0	0	41	41
		<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>78</b>	<b>0</b>	<b>89</b>	<b>0</b>	<b>140</b>	<b>140</b>
Enjeux éco	Entreprises + Camping (Au Bon Air)	<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>33</b>	<b>33</b>
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	538	0	640	0	812	0	831	0	1172	1172
		Routes II	334	0	1282	0	1960	0	2104	0	3041	3041
		Chemins	1551	0	1820	0	2250	0	2827	0	3607	3607
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total (m)</b>	<b>2423</b>	<b>0</b>	<b>3742</b>	<b>0</b>	<b>5022</b>	<b>0</b>	<b>5763</b>	<b>0</b>	<b>7821</b>	<b>7821</b>
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	2,24	0,00	2,97	0,00	3,00	3,00
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		<b>Total (ha)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2,24</b>	<b>0,00</b>	<b>2,97</b>	<b>0,00</b>	<b>3,00</b>	<b>3,00</b>

Comme demandé par la Commission Mixte Inondation, le scénario de protection identifié fera l'objet d'une étude de solutions alternatives dans le but d'optimiser la pertinence socio-économique du projet, notamment vis-à-vis du niveau de protection. Les scénarios alternatifs seront étudiés dans le cadre de l'étude d'impacts initialement prévue dans la fiche action VII.M.6. L'analyse multicritère sera ensuite revue à la lumière des résultats de l'étude sur les scénarios alternatifs. Une validation de la DREAL sera demandée avant la demande de subvention spécifique à cette action.

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé des protections au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création des digues en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Ces aménagements seront conçus de façon à permettre leur éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état des ouvrages.

**Territoire concerné : Commune de Marennes**

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté de Communes du Bassin de Marennes
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPIL réalisés par le porteur PAPI

**Echéancier prévisionnel :**

- Fiche action VII.M.6a :  
Etudes de maîtrise d'œuvre et études réglementaires : 2019-2022

- Fiche action VII.M.6b :  
Echelonnement des travaux : 2022-2023

**Coût total : 782 600 € HT**

- Fiche action VII.M.6a : 200 000 € HT (Etudes pré-opérationnelles)
- Fiche action VII.M.6b : 582 600 € HT (Travaux)

**Plan de financement :**

- Fiche action VII.M.6a :  
Département de Charente-Maritime : 20% (40 000 € HT)  
Etat : 50% (100 000 € HT)  
Région : 10% (20 000 € HT)  
Communauté de Communes du Bassin de Marennes : 20% (40 000 € HT)
- Fiche action VII.M.6b :  
Département de Charente-Maritime : 20% (116 520 € HT)  
Etat : 40% (233 040 € HT)  
Région : 20% (116 520 € HT)  
Communauté de Communes du Bassin de Marennes : 20% (116 520 € HT)

**Indicateur de suivi/réussite :**

Validation de la solution retenue par le comité de pilotage de l'étude de projet  
Suivi des travaux et Procès-verbal de réception de l'ouvrage

## Axe VII : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

### Fiche action n°VII.M.7 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus

**Objectif :** Mettre en place une protection rapprochée du centre de Bourcefranc-Le-Chapus, par la création d'une digue de retrait.

#### Description de l'action :

Cette action consiste à créer une digue de retrait en terre de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus (secteur de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus sont associés à ce projet d'aménagement. Le projet est financé par un événement correspondant au niveau Xynthia + 100 ans) : 300 ans).

- Digue en terre : à la cote 5,25 m (largeur 1,75 m). La protection n'altère que peu la zone (limite de zone humide).



Le projet de protection permettrait de mettre hors d'eau 218 habitations et 40 entreprises pour l'aléa rare. L'ensemble des enjeux exposés au risque de submersion marine est récapitulé dans le tableau ci-dessous :



**Tableau 8 : Secteur de Bourcefranc : tableau récapitulatif des enjeux exposés**

Secteur : Bourcefranc A : Etat actuel ; B : Etat aménagé			Aléas									
			Fréquent : X-30		Connu : Martin/Xynthia		Moyen : NXVM		Rare : NX20VM		Extrême : NX60VM	
			A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Enjeux humains	Nombre Habitations (hauteur d'eau)	<0,5m	38	0	124	0	113	0	94	0	66	66
		0,5 - 1m	0	0	9	0	74	0	94	0	75	75
		>1m	0	0	0	0	12	0	30	0	87	87
		<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>0</b>	<b>133</b>	<b>0</b>	<b>199</b>	<b>0</b>	<b>218</b>	<b>0</b>	<b>228</b>	<b>228</b>
Enjeux éco	Entreprises (nombre)	<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>40</b>	<b>0</b>	<b>42</b>	<b>42</b>
Enjeux de réseaux	Routes (linéaire en m)	Routes I	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Routes II	1019	0	2352	0	2185	0	2402	0	2582	2582
		Chemins	815	0	700	0	859	0	905	0	931	931
		Voies ferrées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		<b>Total</b>	<b>1833</b>	<b>0</b>	<b>3052</b>	<b>0</b>	<b>3045</b>	<b>0</b>	<b>3307</b>	<b>0</b>	<b>3513</b>	<b>3513</b>
Enjeux agricoles	Surfaces (ha)	Cultures submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		Prairies submergées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,08	0,00	0,11	0,11
		<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,08</b>	<b>0,00</b>	<b>0,11</b>	<b>0,11</b>

Le scénario de protection identifié pourra faire l'objet d'ajustements notamment dans le tracé de la protection, au stade des études d'Avant-Projet et Projet. La problématique du ressuyage des submersions marines et de l'évacuation des eaux pluviales de la zone sera étudiée lors de l'étude de projet.

La création d'une digue en terre nécessitera un apport de matériaux. Il sera primordial d'engager, au préalable, des études géotechniques afin d'identifier de potentielles zones d'emprunt de matériaux à proximité et d'engager les acquisitions foncières. Par ailleurs des démarches d'acquisitions de terrains privés localisés sous l'emprise des futurs projets seront envisagées au préalable par le futur gestionnaire.

Cet aménagement sera conçu de façon à permettre son éventuel rehaussement qui pourrait s'imposer, dans les décennies à venir, en raison de l'élévation du niveau marin lié au réchauffement climatique.

Une fois ces travaux achevés et comme le stipule le décret n° 2015-526 du 14/05/2015, un entretien ainsi qu'une surveillance seront programmés et menés par les gestionnaires afin de s'assurer, au fil du temps, du bon état de l'ouvrage.

**Territoire concerné :** Commune de Bourcefranc-Le-Chapus

**Modalités de mise en œuvre :**

- Maître d'ouvrage des études et travaux : Département de la Charente-Maritime
- Gestionnaire des ouvrages : Communauté de Communes du Bassin de Marennes
- Marché de maîtrise d'œuvre : Etudes Avant-Projet et Projet (étude détaillée du principe de protection retenu), assistance pour la passation aux contrats de travaux, direction de l'exécution des travaux
- Procédures réglementaires : Etude d'impact, évaluation incidences Natura 2000, Loi sur l'eau, enquête publique, DIG, accords fonciers, DUP, DPM, Etude de Dangers
- Opérations de communication : Concertation L300-2 du code de l'urbanisme ainsi que les COTECH et COPII réalisés par le porteur PAPI



## TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIONS DU PAPI RÉVISÉ

Les actions créées ou modifiées par ce deuxième avenant sont indiquées en *italique et en vert*.

ACTIONS		MAITRE D'OUVRAGE	CALENDRIER	COUT GLOBAL
<i>Animation du PAPI complet Bassin de la Seudre</i>		<i>SMBS</i>	<i>2018-2028</i>	<i>558 800 € TTC</i>
<b>AXE I</b>				
I.G.1	Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion	SMBS	2021-2022	21 600 € TTC
I.M.1	Mise en place d'un marégraphe dans l'estuaire de la Seudre et numérisation des données marégraphiques de Bourcefranc-Le-Chapus	SPC / SMBS	2019-2021	252 000 € TTC
I.M.2	Estimation de la population saisonnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre	CARA / CCBM	2022	En régie
I.M.3	Recueil du vécu des populations face au risque de submersion marine	SMBS	2024	40 000 € TTC
<b>AXE III</b>				
III.G.1	Définition de seuils d'alerte locaux sur le bassin versant de la Seudre	SMBS / Commune de Saujon	2019-2028	Animation SMBS / En régie
III.G.2	Réalisation/révision de Plans Communaux de Sauvegarde (PCS)	Communes	2018-2028	/
III.G.3	Assistance à la réalisation de Plans Particuliers de Mise en Sûreté sur le volet inondation	SMBS	2026	Animation SMBS
III.G.4	Réalisation d'exercices de gestion de crise sur le volet inondation	Communes	2024-2028	/
III.M.1	Assistance intercommunale de gestion de crise sur la problématique « submersion marine »	CARA/CCBM	2024-2028	En régie
III.F.1	Réalisation d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) sur la commune de Saujon	Commune de Saujon	2027	En régie
<b>AXE IV</b>				
IV.G.1	Intégration des risques d'Inondation dans les documents d'urbanisme locaux	SMBS	2018-2028	Animation SMBS
IV.M.1	Approbation des PPRL des communes de l'estuaire de la Seudre	Etat	2022	En régie
<b>Axe V</b>				
V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux risques d'inondation de l'ensemble des réseaux	SMBS	2025	Animation SMBS
V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	2025-2026	72 000 € TTC
V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations, bâtiments économiques et établissements sensibles dans l'estuaire de la Seudre	SMBS	2019-2027	325 020 € TTC
V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17/ Communes	2022-2023	54 000 € TTC
<i>V.M.3</i>	<i>Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre</i>	<i>Particuliers</i>	<i>2021-2027</i>	<i>1 565 000 € TTC</i>

V.M.4	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre	Entreprises	2023-2028	82 900 € TTC
V.M.5	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre	Collectivités locales	2023-2028	95 500 € TTC
V.M.6	Etude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus	CCBM	2024	40 000 € TTC
<b>AXE VI</b>				
VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur bassin de la Seudre	EPCI à FP	2018-2019	/
VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	2018-2028	Animation SMBS
VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	2023-2024	60 000 € TTC
<b>AXE VII</b>				
VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains	CD 17	2020-2026	4 903 600 € HT
VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	CD 17	2020-2026	5 270 000 € HT
VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	CD 17	2022-2028	2 950 000 € HT
VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de L'Eguille-sur-Seudre	CD 17	2020-2025	1 650 000 € HT
VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	CD 17	2022-2028	5 710 000 € HT
VII.M.6	Confortement et rehaussement du cordon dunaire sur la commune de Marennes	CD 17	2019-2022	100 489 € HT consommés
VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	CD 17	2022-2028	225 705 € HT engagés
VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille	CD 17	2024-2025	79 500 € HT

## **ANNEXE 4 :**

Attestation d'engagement des maîtres d'ouvrages et financeurs



**SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE LA SEUDRE**

A l'attention de Monsieur Pascal FERCHAUD, Président

17 Rue de l'Electricité  
17 200 ROYAN

**PÔLE CYCLE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT**

**Service Environnement terrestre et maritime**

Dossier suivi par Clémentine GUILLAUD (05.46.22.19.87 - [c.guillaud@agglo-royan.fr](mailto:c.guillaud@agglo-royan.fr))

**N.Réf. : 2023/CG/025**

**Objet : Lettre d'engagement**

Royan, le 3 juillet 2023

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous indiquer que le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, réuni le 30 Juin 2023, a adopté une délibération par laquelle, sous réserve de la labellisation de l'avenant du PAPI « Bassin de la Seudre », il exprime son intention de s'engager dans cette avenant n°2, en :

- Participant financièrement à hauteur de 20% du montant HT de études et de 26.03 % du montant HT des travaux des actions suivantes :
  - o VII.M.1 / Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains ;
  - o VII.M.2 / Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade ;
  - o VII.M.3 / Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette ;
  - o VII.M.4 / Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre ;
  - o VII.M.5 / Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon.
- Assurant la gestion des systèmes d'endiguement réalisés ou confortés dans le cadre du PAPI du Bassin de la Seudre, cités ci-dessus, une fois les travaux effectués,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sincères salutations.

**Le Président,**

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION ROYAN ATLANTIQUE  
107 avenue de Rochefort  
17201 ROYAN Cedex

  
**Vincent BARRAUD**

DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME

\*

ARRONDISSEMENT DE ROCHEFORT

\*

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

ROYAN ATLANTIQUE

107, avenue de Rochefort

17201 ROYAN Cedex

\*

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**SÉANCE DU 30 JUIN 2023**

CC-230630-J1

Reçu en préfecture le : 12/07/2023

Publié le : 12/07/2023

ID : 017-241700640-20230630-CC-230630-J1-DE

Nombre de membres :

- En exercice :	62
- Présents :	41
- Absents :	08
- Pouvoirs :	13

**J - GEMAPI****CC-230630-J1 PAPI (PROGRAMME D'ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS) DU BASSIN DE LA SEUDRE – ENGAGEMENTS DE LA CARA SUR L'AVENANT N°2**

L'an deux mil vingt trois, le trente juin à quatorze heures trente, le Conseil communautaire de la COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION ROYAN ATLANTIQUE, légalement convoqué le vingt-trois juin deux mil vingt trois par le Président BARRAUD Vincent, s'est réuni en séance publique, salle « Jean Riondet », 107, avenue de Rochefort à Royan.

M.BARRAUD Vincent, Président a constaté que le quorum était atteint pour tenir la séance.

**PRÉSENTS : Mmes et MM. :**

- MADRANGES Gilles .....	ARVERT
- MAIGRE Robert .....	BARZAN
- LYS Jacques - GROCH Marie-Noëlle .....	BREUILLET
- RIGAUD Christophe (Suppléant) .....	BRIE-SOUS-MORTAGNE
- SAINTLOS Thierry .....	LE CHAY
- ROULLAUD Jérôme (Suppléant) .....	CHENAC-SAINT-SEURIN-D'UZET
- MARTIN Olivier .....	CORME-ECLUSE
- BORDAGE Graziella .....	COZES
- PORTIER Myriam .....	L'ÉGUILLE-SUR-SEUDRE
- BARRAUD Vincent .....	ETAULES
- DE ROFFIGNAC Françoise (Suppléante) .....	GRÉZAC
- BASCLE Marie .....	LES MATHES
- RENOUX Éric - CANOVA Annick .....	MÉDIS
- FRIBOURG Françoise - BANETTE Pascal .....	MESCHERS-SUR-GIRONDE
- CRÉTIN Emmanuel .....	MORNAC-SUR-SEUDRE
- MARENGO Patrick - CIRAUD-LANOUE Éliane - FILOCHE Gérard .....	ROYAN
ISENDICK-MALTERRE Liliane - DAVID Nadine - BERGEROT Dominique	
SIMONNET Didier - DURESSAY Julien - CUSSAC Philippe - GUIARD Jacques	

- RICHAUD François - NOISEUX Corinne - SALLE Pierre .....	SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE
FRANQUE DE Luxembourg Dominique	
-BAUDIN Claude - PRUD'HOMME Isabelle .....	SAINT-PALAIS-SUR-MER
- PITARD Christian - BIZET Isabelle .....	SAINT-SULPICE-DE-ROYAN
- FERCHAUD Pascal - DANIEL Jean-François .....	SAUJON
ADOLPHE Mariette - RATISKOL Élisabeth	
- LIBELLI Patrice .....	VAUX-SUR-MER

### **CONSEILLERS AYANT DONNÉ POUVOIR :**

- PERAUDEAU Marie-Christine (représentée par MADRANGES Gilles) .....	ARVERT
- MARY Guy (représenté par LYS Jacques) .....	CHAILLEVETTE
- LAUMONIER Bernard (représenté par MARTIN Olivier) .....	FLOIRAC
- COTIER Stéphane (représenté par CRETIN Emmanuel) .....	MORTAGNE-SUR-GIRONDE
- CAU Philippe (représenté par SIMONNET Didier) .....	ROYAN
- TANTIN Madeline (représentée par FILOCHE Gérard) .....	ROYAN
- LAFARIE Thomas (représenté par BARRAUD Vincent) .....	ROYAN
- PROST Gwennaëlle (représentée par BASCLE Marie) .....	SAINT-AUGUSTIN
- DEMONT Guy (représenté par PRUD'HOMME Isabelle) .....	SAINT-PALAIS-SUR-MER
- DORIDOT Jean-Christophe (représenté par ADOLPHE Mariette) .....	SAUJON
- CARRÉ Michèle (représentée par FERCHAUD Pascal) .....	SEMUSSAC
- MATET Nicolas (représentée par DURESSAY Julien) .....	LA TREMBLADE
- PUGENS Véronique (représentée par LIBELLI Patrice) .....	VAUX-SUR-MER

### **ABSENTS EXCUSÉS REPRÉSENTÉS PAR LEURS SUPPLÉANTS :**

- GIRERD Maurice (représenté par RIGAUD Christophe) .....	BRIE-SOUS-MORTAGNE
- DUJEAN Bruno (représenté par ROULLAUD Jérôme) .....	CHENAC-SAINT-SEURIN-D'UZET
- POURPOINT Bernard (représenté par DE ROFFIGNAC Françoise) .....	GRÉZAC

### **ABSENTS EXCUSÉS :**

- GOUGNON Lysiane .....	SABLONCEAUX
- GRASSET Alain .....	TALMONT-SUR-GIRONDE
- BOULON Joëlle .....	ARCES-SUR-GIRONDE
- OSTA AMIGO Laurence .....	LA TREMBLADE
- PINET Nelly .....	BOUTENAC-TOUVENT

### **ABSENTS :**

- DURET Frédéric .....	ÉPARGNES
- ROGISTER Thierry .....	ROYAN
- ROY Serge .....	SAINT-ROMAIN-DE-BENET

o o o o

**Secrétaire de séance : SAINTLOS Thierry**

o o o o

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
ROYAN ATLANTIQUE  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUIN 2023**

**J - GEMAPI**

**CC-230630-J1 PAPI (PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS) DU BASSIN DE LA SEUDRE – ENGAGEMENTS DE LA CARA SUR L'AVENANT N°2**

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), du 27 janvier 2014, attribuant aux communes et aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations qui comprend les missions « 1, 2, 5, 8 » définies au L. 211-7 I du code de l'environnement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRE),

Vu l'arrêté préfectoral n°17-2019-12-27-005 du 27 décembre 2019 portant modification statutaire de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,

Vu la délibération n°CC-170310-L1 en date du 10 mars 2017, par laquelle le Conseil communautaire a approuvé le principe de protection des biens et des personnes identifié dans la stratégie du PAPI complet de la Seudre, axe 7 dit « Gestion des ouvrages de protection hydrauliques»,

Vu la délibération n°CC-200731-E1 par laquelle le Conseil communautaire a adopté l'avenant n°1 sous réserve de sa labellisation par la Commission Mixte Inondation, à participer financièrement aux études stratégiques pour la réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de l'Eguille-sur-seudre,

Considérant que le PAPI du Bassin de la Seudre, labellisé par la Commission Mixte Inondation en date du 12 octobre 2017, a pour objectif de réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires face aux phénomènes naturels de submersion marine et d'inondation,

Considérant la responsabilité de la CARA en termes de protection des biens et des personnes à travers la compétence GEMAPI,

Considérant que suite à la labellisation du PAPI du Bassin de la Seudre, les études préalables aux projets de système d'endiguement, ainsi que certaines études d'avant-projet ont été réalisées,

Considérant que les premiers résultats remettent en question l'équilibre financier et la stratégie de protection du PAPI : les coûts d'investissement augmentant de manière conséquente par rapport aux montants inscrits dans le programme d'action initial,

Considérant qu'afin de prendre en compte ces éléments, le comité de pilotage du PAPI, en date du 30 mai 2023, a validé l'avenant n°2 au PAPI afin de redéfinir la stratégie de protection de l'estuaire de la Seudre et de demander des financements supplémentaires,

Considérant les coûts supplémentaires des ouvrages de protection sur le secteur de la CARA suivants :

	<b>Coût études PAPI initial</b>	<b>Coût études PAPI + avenant n°2</b>	<b>Coût travaux PAPI initial</b>	<b>Coût travaux PAPI + avenant n°2</b>
<b>Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains</b>	287 000 €	<b>500 000 €</b>	993 800 €	<b>4 403 600 €</b>
<b>Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade</b>	215 000 €	<b>510 000 €</b>	1 295 000 €	<b>4 760 000 €</b>
<b>Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette</b>	303 000 €	<b>350 000 €</b>	980 500 €	<b>2 600 000 €</b>
<b>Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre</b>	152 000 €	<b>350 000 €</b>	505 500 €	<b>1 310 000 €</b>
<b>Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon</b>	435 000 €	<b>540 000 €</b>	1 799 700 €	<b>5 170 000 €</b>

Considérant le plan de financement suivant :

- Pour les études :
  - o Etat : 50 %,
  - o Région Nouvelle Aquitaine : 10 %,
  - o Département de la Charente-Maritime : 20 %,
  - o CARA : 20 %,
- Pour les travaux :
  - o Etat : 40 %,
  - o Région Nouvelle Aquitaine : 7.95 %,
  - o Département de la Charente-Maritime : 26.03 %,
  - o CARA : 26.03 %,

Considérant que le coût total (études + travaux) de l'axe 7 « gestion des ouvrages de protection hydrauliques » du PAPI du Bassin de la Seudre (PAPI initial + avenant) restant à la charge de la CARA s'élève à 5 221 746.90 €.

## **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

- après en avoir délibéré,

### **D É C I D E**

-sous réserve de la labellisation de l'avenant n°2 au PAPI du Bassin de la Seudre par la Commission Inondation du Bassin Adour-Garonne,

-d'autoriser le Président à exprimer l'intention de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique de s'engager financièrement à hauteur de 20% du montant HT des études et de 26.03 % du montant HT des travaux des actions suivantes :

- o Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains,
- o Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade,
- o Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette,
- o Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre,
- o Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon,

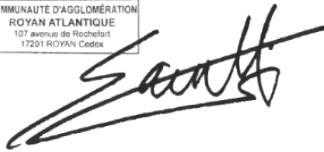


- d'autoriser le Président à s'engager sur la gestion des systèmes d'endiguement réalisés ou confortés dans le cadre du PAPI du Bassin de la Seudre, cités ci-dessus, une fois les travaux effectués,
- d'autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à la présente décision.

**- ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ -**

Pour : 54  
Contre : 0  
Abstention : 0

Pour extrait conforme,  
La Secrétaire de séance,

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read "Saintlos".

Thierry SAINTLOS

Pour extrait conforme,  
Le Conseiller communautaire délégué,

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read "Duressay".

Julien DURESSAY



### **Lettre d'intention et d'engagement d'un cofinanceur**

Je soussigné Patrice BROUHARD, Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, m'engage à réaliser, sous réserve de la labellisation du projet de PAPI « bassin de la Seudre », et en partenariat avec le syndicat mixte du bassin de la Seudre, l'action V.M.6 relative à une étude de faisabilité de l'achat des habitations les plus exposées au risque de submersion marine sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus.

Je donne également, sous réserve de la labellisation du PAPI « bassin de la Seudre », un accord de principe à la participation financière de la communauté de communes du bassin de Marennes pour le financement de l'action V.M.3 de ce PAPI correspondant aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre.

Fait à Marennes-Hiers-Brouage  
Le 10 juillet 2023



**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DU BASSIN DE MARENNES**

**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Délibération n°2023/CC05/02**

Séance du mercredi 28 juin 2023

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 15  
Nombre de votants : 23

Date de la convocation : 25 mai 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mai à quatorze heures et trente minutes, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

**Présents :**

Mme Claude BALLOTEAU, M. Jean-Marie PETIT, M. Alain BOMPARD, Mme Mariane LUQUÉ, M. Philippe MOINET, M. Jean-Pierre FROC, M. Richard GUERIT, conseillers de Marennes-Hiers-Brouage  
M. Guy PROTEAU, M. Jean-Marie BERBUDEAU, conseillers de Bourcefranc-Le Chapus  
M. Patrice BROUHARD, Mme Béatrice ORTEGA, conseillers de Le Gua  
Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU, M. Jean-Pierre MANCEAU, M. Jean-Lou CHEMIN, conseillers de Saint-Just-Luzac  
M. François SERVENT, conseiller de Nieulle-sur-Seudre

**Excusés ayant donné un pouvoir :**

Mme Frédérique LIEVRE (pouvoir donné à Mme Claude BALLOTEAU)  
Mme Martine FARRAS (pouvoir donné à M. Philippe MOINET)  
M. Philippe LUTZ (pouvoir donné à M. Jean-Marie PETIT)  
Mme Michelle PIVETEAU (pouvoir donné à Mme Mariane LUQUÉ)  
Mme Sabrina HUET (pouvoir donné à M. Jean-Marie BERBUDEAU)  
Mme Adeline MONBEIG (pouvoir donné à M. Guy PROTEAU)  
M. Stéphane DELAGE (pouvoir donné à Mme Béatrice ORTEGA)  
Mme Ingrid CHEVALIER (pouvoir donné à M. François SERVENT)

**Excusé :**

M. Joël PAPINEAU

**Absents :**

M. Jean-Louis BERTHÉ  
M. Philippe BIARD  
M. Joël CHAGNOLEAU

**Secrétaire de séance** : Mme Mariane LUQUÉ

**2. PAPI (Programme d'actions de prévention des inondations) du Bassin de La Seudre - Engagements de la CCBM sur l'Avenant n°2**

La labellisation du PAPI du bassin de la Seudre en octobre 2017 a permis la réalisation des études préalables aux travaux des projets de système d'endiguement, ainsi que de certaines études d'avant-projet.

Les premiers résultats remettent en question l'équilibre financier et la stratégie de protection du PAPI. En effet, les coûts d'investissement augmentent notamment de manière conséquente par rapport aux montants inscrits dans le programme d'action initial.

Le comité de pilotage du PAPI, en date du 30 mai 2023, a validé un avenant au PAPI afin de redéfinir la stratégie de protection de l'estuaire de la Seudre et de demander des financements supplémentaires ou de les mettre à jour.

L'évolution des coûts liés à l'avenant au PAPI concernant la CCBM est annexée à la présente note de synthèse et concerne les actions suivantes :

Action I.M.2 : Quantification de la population saisonnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre

Action V.M.2 : Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine

Action V.M.3 : Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre

Action V.M.6 : Etude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-Le Chapus

Action VII.M.6 : Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes

Action VII.M.7 : Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le Chapus

Les membres du Conseil Communautaire doivent se prononcer sur les engagements de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes sur le PAPI (Programme d'actions de prévention des inondations) du Bassin de La Seudre.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), du 27 janvier 2014, attribuant aux communes et aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations qui comprend les missions « 1, 2, 5, 8 » définies au L. 211-7 I du code de l'environnement, depuis le 1er janvier 2018,
- vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRE),
- vu la délibération n°2017/CC05/13 du 28 juin 2017 par laquelle le Conseil Communautaire approuve l'engagement de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes dans le PAPI du Bassin de Seudre pour la période 2017-2023,
- considérant que le PAPI du Bassin de la Seudre, labellisé par la Commission Mixte Inondation en date du 12 octobre 2017, a pour objectif de réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires face aux phénomènes naturels de submersion marine et d'inondation,
- considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes,
- considérant que la labellisation du PAPI du bassin de la Seudre a permis la réalisation des études préalables aux travaux des projets de système d'endiguement, ainsi que de certaines études d'avant-projet,
- considérant que les premiers résultats remettent en question l'équilibre financier et la stratégie de protection du PAPI : les coûts d'investissement augmentant de manière conséquente par rapport aux montants inscrits dans le programme d'action initial,

- Considérant qu'afin de prendre en compte ces éléments, le comité de pilotage du PAPI, en date du 30 mai 2023, a validé un avenant au PAPI afin de redéfinir la stratégie de protection de l'estuaire de la Seudre et de demander des financements supplémentaires,
- après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

DECIDE

sous réserve de la labellisation de l'avenant au PAPI du bassin de la Seudre par la Commission Inondation du Bassin Adour-Garonne :

- d'autoriser le Président à exprimer l'intention de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes de s'engager financièrement aux actions V.M.6 et V.M.3 de ce PAPI ;
- d'approuver le plan de financement lié à l'ensemble des actions ;
- d'autoriser le Président à signer tous les documents se rapportant à la présente décision.

ADOpte A LA MAJORITE

Pour : 22

Contre : 1 (M. Richard GUERIT)

Abstention : 0

*Pour extrait conforme aux registres des délibérations*

*Le Président*

**Patrice BROUHARD**



*En vertu des articles R.411-1, R.411-3 et R.421-1 du Code de Justice Administrative « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».*

*Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2018, vous pouvez également déposer votre recours juridictionnel sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, vous n'avez pas à produire de copies de votre recours et vous êtes assurés d'un enregistrement immédiat, sans délai d'acheminement.*



La Rochelle, le

20 JUIN 2023

## LETTRE D'INTENTION

Je soussignée Sylvie MARCILLY, Présidente du Département de la Charente-Maritime, envisage de financer à hauteur de 7,4 % du montant Toutes Taxes Comprises de son coût, l'opération de travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre de l'axe 5 et à hauteur de 25,25% du montant Hors Taxes de leurs coûts, les opérations d'études et de travaux de l'axe 7 inscrites dans l'avenant n°2 au Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de la Seudre, porté par le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre sous réserve :

- de la labellisation du projet d'avenant PAPI par la Commission Mixte Inondation (CMI) ;
- du financement par l'Etat et de la contribution nécessaire des autres financeurs.

Sylvie MARCILLY

## **AVENANT N° 2 À LA CONVENTION CADRE DU PROGRAMME D'ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) DU BASSIN DE LA SEUDRE**

**Troisième commission : Eau,  
Agriculture, Environnement, Appui à la  
Gestion de l'Eau des Milieux  
Aquatiques et Prévention des  
Inondations, Mer et Littoral**

**COMMISSION PERMANENTE  
du 22 septembre 2023**

**DELIBERATION  
N° 2023-09-22-44**

La Commission Permanente du Département réunie à Saintes, le 22 septembre 2023 à 14h30, sous la présidence de Mme Sylvie MARCILLY, Présidente du Département,

Agissant par délégation de l'Assemblée Départementale (délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2021),

Considérant la délibération n° 406 du 16 décembre 2010 autorisant la Commission Permanente à individualiser les opérations dans le cadre du « Plan Submersions Rapides » (niveau 3),

Considérant les délibérations n° 402 du 16 décembre 2011, n° 408 du 25 avril 2014, n° 402 du 23 avril 2015 et n° 409 du 18 juin 2018, approuvant une Autorisation de Programme pour la mise en place du plan digues départemental, la portant à 225 M€ dont 205 M € pour les opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage du Département et 20 M€ pour les subventions aux autres maîtres d'ouvrages,

Considérant les conséquences de la tempête Xynthia du 28 février 2010 dans les communes du département de la Charente-Maritime situées dans le bassin de la Seudre,

Considérant le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) élaboré par le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS) dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'Etat le 17 février 2011, labellisé par la Commission Mixte Inondation le 17 octobre 2017,

Considérant la convention-cadre du PAPI du Bassin de la Seudre, signée en juillet 2018 pour d'un montant global de 10 345 782 € Hors Taxes, et par laquelle le Département s'est engagé à participer aux opérations pour un montant de 1 891 426 € Hors Taxes, prolongée de deux ans par avenant n°1, labellisé le 18 mai 2021 et adopté en Commission Permanente du 24 septembre 2021, et réajustée financièrement à 11 289 382 € Hors Taxes, engageant le Département à participer à hauteur de 1 961 876,40 € Hors Taxes,

Considérant la nécessité de rajuster financièrement le montant total du PAPI au vue des résultats des études préalables afin d'assurer l'atteinte des objectifs de protection du PAPI, à 23 631 444,26 € Hors Taxes, soit une augmentation de 12 342 062,26 € Hors Taxes,

Considérant la demande émise par le SMBS, le 30 mai 2023, sollicitant le Département de la Charente-Maritime, ainsi que les autres co-financeurs, afin d'augmenter notre participation à hauteur de 25,25 % du coût global Hors Taxes de l'axe 7 du PAPI du Bassin de la Seudre, et à hauteur de 7,4 % du montant des travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre de l'axe 5, soit une nouvelle participation du Département désormais à hauteur de 5 417 585,75 € Hors Taxes,

Considérant le projet d'avenant proposé par le SMBS aux différents partenaires,

Considérant l'avis favorable de la 3<sup>ème</sup> Commission du 22 septembre 2023,

**DECIDE :**

1°) d'approuver les termes de l'avenant n° 2 au Programme d'Actions de Prévention des Inondations du Bassin de la Seudre tel que joint en annexe, pour l'augmentation de la participation financière du Département à hauteur de 5 417 585,75 € Hors Taxes,

2°) d'autoriser sa Présidente à signer ledit avenant.

Adopté à l'unanimité, le quorum étant atteint.

Avant l'examen de ce rapport, M. FERCHAUD s'est retiré de la salle et n'a donc pas pris part au vote

Pour extrait conforme,  
Pour la Présidente du Département,  
La Première Vice-Présidente,



Catherine DESPREZ



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE NOUVELLE-AQUITAINE COMMISSION PERMANENTE DU LUNDI 3 JUILLET 2023

<b>N° délibération : 2023.1321.CP</b>	Accusé de réception – Ministère de l'intérieur : 033-200053759-20230703-lmc100002849783-DE Envoi Préfecture : 12/07/2023    Retour Préfecture : 12/07/2023
N° Ordre : D02.03 Réf. Interne : 2638435	
Montant Proposé AE : 109 348,00 €	Montant Proposé AP : 1 308 495,00 €
D - TRANSITION ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE D02 - EAU - LITTORAL <b>402A - Préserver le littoral et les ressources en eau</b>	

### **OBJET : LITTORAL : Axes 3 et 5 - risques côtiers**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L4211-1 et L4221-1,

VU la délibération n° 2017.2606.SP du Conseil Régional du 18 décembre 2017 approuvant le règlement d'intervention en faveur du littoral et modifié lors de la Séance Plénière 2020.1872. SP en date du 16 novembre 2020,

VU la délibération 2017.2011.CP du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine du 9 octobre 2017 relative aux affectations PAPI en Charente-Maritime dont le PAPI Seudre et PAPI Charente-Estuaire,

VU la délibération n°2019.1021.SP du 9 juillet 2019 relative à la feuille de route « NeoTerra » pour accélérer et accompagner la transition environnementale en Nouvelle-Aquitaine,

VU les délibérations n°2021.1222.SP et n°2021.1228.SP du Conseil Régional des 2 juillet 2021 et 19 juillet 2021 relatives au fonctionnement du Conseil Régional : délégations du Conseil Régional à la Commission Permanente,

VU la délibération 2021.1578.CP du Conseil régional du 18 octobre 2021 relatif aux risques côtiers dont l'avenant 1 au PAPI Seudre,

VU la délibération n° 2022.950.SP du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine du 20 juin 2022 relative à l'adoption du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII),

VU la délibération n°2022.2163 SP du Conseil Régional en date du 15 décembre 2022 relative au budget primitif 2023,

VU le Groupe Inter Assemblées n°9 «Biodiversité, Eau, Littoral, Transition énergétique» réuni et consulté,

Dans le cadre de la politique de préservation du littoral, déclinant les ambitions principalement 5, 8 et 9 de la feuille de route NeoTerra, la Région soutient des opérations qui répondent aux enjeux d'adaptation et de gestion globale du littoral néo-aquitain. Elle mobilise pour cela les axes 3 « Risques côtiers » et 5 « Marais

littoraux » du règlement d'intervention Littoral approuvé fin 2020, dont relèvent les opérations suivantes.

## **A- Programmes d'Action et de Prévention des Inondations Charente-Maritime :**

Suite à la tempête Xynthia, la Région s'est engagée en partenariat avec l'Etat et le Département de Charente-Maritime à soutenir des projets d'endiguement (identifiés dans les axes 7 des PAPI). 8 PAPI sont en cours sur ce département avec un achèvement à l'horizon 2026 pour cette génération post-Xynthia.

Cet engagement se traduit par un montant global d'affectations de 39,2M€ relatifs aux 8 PAPI, qui sont individualisés pour répondre à l'avancement des besoins des programmes lors des séances de la commission permanente. Les avenants sans incidence financière sont également approuvés par la Région.

### **PAPI Seudre : Avenant 2 à la convention-cadre**

Le PAPI Seudre est porté par le Syndicat mixte du Bassin de la Seudre (SMBS). La Région accompagne ce PAPI, à hauteur de 1,7M€ pour un montant d'opérations initial de 9,5M€, voté par délibération 2017.2011.CP du 9 octobre 2017.

La convention-cadre de partenariat 2018-2023 a été signée le 12 juillet 2018 et complétée par un avenant 1 signé le 2 décembre 2021, pour la période 2023-2025.

L'avancement général du programme et le résultat des études d'avant-projet conduisent à une augmentation du coût des travaux de l'axe 7 de près de 10M€, même si certaines opérations ont été abandonnées. Il n'y a cependant pas d'incidence financière pour la Région.

Néanmoins, au regard des délais nécessaires à l'achèvement des actions et de l'animation du PAPI, le SMBS sollicite un avenant 2 à la convention afin de prendre en compte les modifications et maintenir la participation régionale initiale pour permettre la bonne réalisation des actions du programme et de son animation. A ce jour, seules les études pré-opérationnelles ont été engagées, représentant 10% de l'avancement des travaux.

L'ensemble des partenaires financiers a validé cette évolution. L'avenant 2 est joint en annexe.

## **B- Stratégies locales de gestion de la bande côtière (SLGBC)**

Les Stratégies locales de gestion de la bande côtière (SLGBC) sont destinées à élaborer et concrétiser des options durables d'accompagnement du risque érosion côtière, particulièrement prégnant sur le littoral de Nouvelle-Aquitaine. Le programme type relève d'une méthodologie proposée par le ministère de l'Ecologie et reprise au niveau régional par le GIP Littoral Nouvelle-Aquitaine.

Ces stratégies sont réalisées grâce aux connaissances fondamentales et opérationnelles de l'Observatoire de la Côte de Nouvelle-Aquitaine (OCNA), réseau d'experts sur les risques côtiers.

Les SLGBC se traduisent par des programmes pluriannuels qui comportent des actions de court, moyen et long terme, tant sur les volets de la gestion du risque littoral que de l'aménagement du territoire.

Les 8 axes imposés par une stratégie sont les suivants :

- Axe 1 Connaissance
- Axe 2 Surveillance et prévision
- Axe 3 Alerte et gestion de crise
- Axe 4 Prise en compte des risques (urbanisme)
- Axe 5 Réduction de la vulnérabilité
- Axe 6 Lutte active souple (réensablement, restauration de côtes)
- Axe 7 Lutte active dure (digues, perrés)
- Axe 8 Animation

### **SLGBC Oléron :**

La SLGBC Oléron a été validée en octobre 2021 sur la période 2022-2025. Compte tenu de la multiplicité des maîtrises d'ouvrage, la Région engage son soutien financier à mesure de l'avancement du programme d'actions. Sont concernées à ce jour les actions suivantes :

- action 2.1.1 : suivi du trait de côte permettant l'observation et la surveillance de l'érosion par une acquisition topographique et aérienne annuelle pour 3 nouvelles campagnes 23-25. Celle-ci permettra de définir plus finement les zones sensibles et vulnérables d'érosion et de submersion,
- action 6.2 : élaboration du Plan de Gestion des Sédiments (PGS) à l'échelle du territoire. Ce document stratégique et technique, sera mené de concert avec les études réglementaires afin notamment de prendre en compte les contraintes environnementales associées aux opérations de confortement dunaire. Ce PGS aboutira à une hiérarchisation des sites dont les systèmes dunaires seraient à recharger et à la préparation réglementaire pour sa mise en œuvre.

Les dépenses éligibles aux crédits de la Région sont de 237 750 €. Le montant prévisionnel de l'aide régionale est proposé à 47 550 €.

### **SLGBC Soulac-sur-Mer/Le Verdon-sur-Mer :**

La SLGBC de Soulac-sur-Mer et Le Verdon-sur-Mer, portée par la Communauté de Communes Médoc Atlantique (CDCMA), a fait l'objet d'une première génération sur la période 2018-2022, pour laquelle le bilan technique, administratif et financier indique une satisfaction globale sur les actions réalisées.

La SLGBC de 2<sup>de</sup> génération, prévue sur la période 2023-2027, est chiffrée à 11,3 M€. Elle a été examinée par le comité régional de suivi des stratégies de gestion de la bande côtière du 17 novembre 2022, lors duquel les partenaires ont établi des analyses techniques et recommandations.

La 1<sup>ère</sup> phase 2023-2024 est chiffrée à 4 400 00 €. Les dépenses éligibles aux crédits de la Région sont de 3 729 800 €. Le montant prévisionnel de l'aide régionale est proposé à 739 460 €.

### **SLGBC Lacanau :**

La SLGBC de Lacanau, première démarche de ce type en Nouvelle-Aquitaine, a fait l'objet d'une première génération sur la période 2016-2022, pour laquelle le

bilan technique, administratif et financier indique une satisfaction globale sur les actions réalisées.

La SLGBC de 2<sup>de</sup> génération, prévue sur la période 2023-2030, est chiffrée à 39,9 M€. Elle a été examinée par le comité régional de suivi des stratégies de gestion de la bande côtière du 17 novembre 2022, lors duquel les partenaires ont établi des analyses techniques et recommandations.

La 1<sup>ère</sup> phase 2023-2024 est chiffrée à 3,5 M€. Pour des raisons de simplification de gestion, la CDC Médoc Atlantique et la commune de Lacanau ont souhaité déposer chacune une demande de subvention, pour les dépenses dont elles sont respectivement maître d'ouvrage.

La demande de la CDCMA porte sur un budget prévisionnel de 3,2 M€. Les dépenses éligibles aux crédits régionaux sont de 2 993 300 €. Le montant prévisionnel de l'aide régionale est proposé à 485 035 €.

La demande de la commune porte sur un budget prévisionnel de 286 990 €. Les dépenses éligibles aux crédits régionaux sont de 284 990 €. Le montant prévisionnel de l'aide régionale est estimé à 56 998 €.

### **C- MARAIS LITTORAUX ET ESTUARIENS**

Poursuivant la stratégie régionale en faveur de la gestion multifonctionnelle des marais littoraux, particulièrement au regard de la submersion marine, la Région soutient les opérations inscrites dans les programmations 2023.

Au titre du contrat territorial milieu aquatique Ile de Ré en cours de signature, il est proposé le soutien à l'expertise juridique et réglementaire du statut des réseaux hydrauliques tertiaires des marais de l'Ile de Ré, portée par la Communauté de communes de l'Île de Ré pour un montant de 4 800€.

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions incluses dans le Contrat de progrès territorial du marais de Brouage (17) signé avec le Département, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et la Région, l'Association Foncière Pastorale (AFP), qui œuvre au maintien de l'élevage dans les prairies des marais, a été identifiée comme maître d'ouvrage des travaux de restauration du réseau hydraulique tertiaire compris dans les unités hydrauliques cohérentes (UHC) situées dans son périmètre. En 2023, la mise en œuvre du contrat et de son futur avenant se poursuit, il est proposé le soutien à l'Association Foncière Pastorale des Marais de Brouage pour un montant de 84 000 €.

### **Sur proposition de Monsieur le Président du Conseil Régional et après en avoir délibéré,**

#### **La COMMISSION PERMANENTE décide :**

- **d'AFFECTER** une subvention globale de **1 417 843 €** au titre du Littoral, tel que proposée et détaillée en annexes,
- **d'APPROUVER** les termes de l'avenant n°2 à la convention-cadre du PAPI Seudre,

**- d'AUTORISER** le Président à signer les actes afférents à ces opérations.

1 308 495,00 € Au titre de la ligne Budgétaire en AP	
Chapitre : ENVIRONNEMENT	Programme : ENVIRONNEMENT LITTORAL
Article : PATRIMOINE NATUREL	Imputation : 907-76-4076010

109 348,00 € Au titre de la ligne Budgétaire en AE	
Chapitre : ENVIRONNEMENT	Programme : ENVIRONNEMENT LITTORAL
Article : PATRIMOINE NATUREL	Imputation : 937-76-4076010

Décision de la commission permanente :

Le Président du Conseil Régional,

Adopté à l'unanimité des suffrages  
exprimés



ALAIN ROUSSET

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

033-200053759-20230703-lmc100002849783-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/07/2023  
Retour Préfecture : 12/07/2023

**Lettre d'intention et d'engagement pour l'avenant n°2 au PAPI complet du bassin de la Seudre**

Je, soussigné Pascal FERCHAUD, président du syndicat mixte du bassin de la Seudre, sous réserve de la labellisation du projet d'avenant au PAPI du bassin de la Seudre :

- donne un accord de principe à la participation financière du syndicat mixte du bassin de la Seudre pour le financement des actions correspondantes à cet avenant au PAPI.

Fait à Royan

Le 08 octobre 2023

Le Président,



Pascal FERCHAUD

## **ANNEXE 5 :**

Tableau financier révisé

---



**PAPI complet du bassin de la Seudre 2018 - 2028**

**ANNEXE FINANCIERE l'avenant n°2 de la convention cadre du PAPI**

Axe 0 : Animation														
Référence de la Fiche-action du PAPI		Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État BOP 181	% Part	État Fonds Vert	% Part	SMBS	% Part	Agence de l'eau	% Part	Échéance de réalisation
	Animation du PAPI	SMBS	558 800	558 800	TTC	223 520	40	4 500	1	219 020	39	111 760	20	2028

Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	SPC	% Part	SHOM	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Échéance de réalisation
Action I.G.1	Sensibilisation aux risques d'inondation et de submersion	SMBS	18 000	21 600	TTC	17 280	80	4 320	20									2026
Action I.M.1	Mise en place d'un marégraphe dans l'estuaire de la Seudre	SPC	50 000	60 000	TTC					52 800	88	7 200	12					2020
Action I.M.1	Numérisation des données marégraphiques de Bourcefranc-Le-Chapus	SMBS	160 000	192 000	TTC	96 000	50	57 600	30			38 400	20					2020
Action I.M.2	Quantification de la population saisonnière sur la frange littorale du bassin de la Seudre	SMBS / CARA / CCBM	0	0	TTC	0	50							0	25	0	25	2023
Action I.M.3	Recueil du vécu des populations face au risque submersion marine	SMBS	33 333	40 000	TTC	20000	50	20 000	50									2024
	TOTAL		261 333	313 600	TTC	133 280		81 920		52 800		45 600		0		0		

Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	L'action inscrite pour mémoire dans le programme initial est retirée du Programme d'action du PAPI du bassin de la Seudre.
Action II.M.1	Création d'un système d'alerte de prévision des surcotes et submersions marines	

Axe 3 : Alerte et gestion de crise														
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	SMBS	% Part	Communes	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Échéance de réalisation
Action III.G.1	Définition de seuils d'alerte locaux	SMBS / Commune de Saujon	0	0		Intégré dans l'animation PAPI		En régie						2028
Action III.G.2	Réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde	Communes	0	0				En régie						2028
Action III.G.3	Assistance à la réalisation de PPMS sur le volet inondation	SMBS	0	0		Intégré dans l'animation PAPI								2028
Action III.G.4	Réalisation d'exercices de gestion de crise sur le volet inondation	Communes	0	0				En régie						2028
Action III.M.1	Assistance intercommunale de gestion de crise sur la problématique "submersion marine"	CARA / CCBM	0	0						En régie		En régie		2028
Action III.F.1	Réalisation d'un PCA sur la commune de Saujon	Commune de Saujon	0	0				En régie						2028
	TOTAL		0	0		0		0		0		0		

Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme												
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État BOP 181	% Part	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	Échéance de réalisation
Action IV.G.1	Intégration des risques d'Inondation dans les documents d'urbanisme	SMBS	0	0						Intégré dans l'animation PAPI		2028
Action IV.M.1	Approbation des PPRL des communes de l'estuaire de la Seudre	Etat	?	?				?	100			2022
	TOTAL		0	0		0		0		0		

Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens																		
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	État FPRNM	% Part	SMBS	% Part	CD 17	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Propriétaires	% Part	Échéance de réalisation
Action V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux inondations de l'ensemble des réseaux	SMBS						Intégré dans l'animation PAPI										2025
Action V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	60 000	72 000	TTC	36 000	50	36 000	50									2023
Action V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux submersions marines des habitations et établissements sensibles	SMBS	270 850	325 020	TTC	162 510	50	162 510	50									2025
Action V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17	45 000	54 000	TTC	27 000	50			10 800	20	8 100	15	8 100	15			2022
Action V.M.3	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre	Particuliers	1 304 167	1 565 000	TTC	1 252 000	80			115 750	7	23 250	1	92 500	6	81 500	5	2027
Action V.M.4	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre	Entreprises	69 083	82 900	TTC	33 160	40									49 740	60	2028
Action V.M.5	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre	Collectivités locales	79 583	95 500	HT	47 750	50									47 750	50	2028
Action V.M.6	Etude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus	CCBM	33 333	40 000	TTC	20 000	50							20 000	50			2024
	TOTAL		1 862 017	2 234 420	TTC	1 578 420		198 510		126 550		31 350		120 600		178 990		

Axe 6 : Ralentissement des écoulements														
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Etat FPRNM	% Part	SMBS	% Part	CD 17	% Part	Région	% Part	Échéance de réalisation
Action VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur le bassin de la Seudre	EPCI du bassin de la Seudre	0	0										2020
Action VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	0	0				Intégré dans l'animation SAGE						2027
Action VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	50 000	60 000	TTC	30 000	50	18 000	30	12000	20			2024
	TOTAL		50 000	60 000	TTC	30 000		18 000		12 000		0		

Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques																	
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Sous-fiches actions	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	État FPRNM	% Part	CD 17	% Part	Région	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	Échéance de réalisation
Action VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains	Action VII.M.1a	500 000,00	500 000,00	HT	CD 17	250 000,00	50	100 000,00	20	50 000,00	10	100 000,00	20			2025
		Action VII.M.1b	4 403 600,00	4 403 600,00			1 761 440,00	40	1 146 036,90	26,03	350 086,20	7,95	1 146 036,90	26,03			
Action VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	Action VII.M.2a	510 000,00	510 000,00	HT	CD 17	255 000,00	50	102 000,00	20	51 000,00	10	102 000,00	20			2026
		Action	4 760 000,00	4 760 000,00			1 904 000,00	40	1 238 790,00	26,03	378 420,00	7,95	1 238 790,00	26,03			
Action VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	Action VII.M.3a	350 000,00	350 000,00	HT	CD 17	175 000,00	50	70 000,00	20	35 000,00	10	70 000,00	20			2028
		Action VII.M.3b	2 600 000,00	2 600 000,00			1 040 000,00	40	676 650,00	26,03	206 700,00	7,95	676 650,00	26,03			
Action VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre	Action VII.M.4a	350 000,00	350 000,00	HT	CD 17	175 000,00	50	70 000,00	20	35 000,00	10	70 000,00	20			2025
		Action VII.M.4b	1 310 000,00	1 310 000,00			524 000,00	40	340 927,50	26,03	104 145,00	7,95	340 927,50	26,03			
Action VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	Action VII.M.5a	540 000,00	540 000,00	HT	CD 17	270 000,00	50	108 000,00	20	54 000,00	10	108 000,00	20			2028
		Action VII.M.5b	5 170 000,00	5 170 000,00			2 068 000,00	40	1 345 492,50	26,03	411 015,00	7,95	1 345 492,50	26,03			
Action VII.M.6	Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes	Action VII.M.6a	100 489,26	100 489,26	HT	CD 17	50 244,63	50	20 097,85	20	10 048,93	10			20 097,85	20	-
		Action VII.M.6b	0,00	0,00			0,00	40	0,00	26,03	0,00	7,95			0,00		
Action VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	Action VII.M.7a	225 705,00	225 705,00	HT	CD 17	112 852,50	50	45 141,00	20	22 570,50	10			45 141,00	20	2025
		Action VII.M.7b	0,00	0,00			0,00	40	0,00	26,03	0,00	7,95			0,00		
Action VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille		79 500,00	79 500,00	HT	CD 17	39 750,00	50	15 900,00	20			23 850,00	30			2024
TOTAL			20 899 294,26	20 899 294,26	HT		8 625 287,13		5 279 035,75		1 707 985,63		5 221 746,90		65 238,85		

Synthèse PAPI																								
Axes d'actions	Coût (HT)	Coût global	État BOP 181	% Part	État FPRNM	% Part	État Fonds Vert	% Part	SMBS	% Part	CD 17	% Part	Région Nouvelle-Aquitaine	% Part	Agence de l'eau	% Part	CARA	% Part	CCBM	% Part	SPC	% Part	SHOM	% Part
Animation	558 800	558 800	223 520	40	0	0	4 500	1	219 020	39	0		0		111 760	20	0		0		0		0	
Axe 1	261 333	313 600	0		133 280	43	0		81 920	26	0		0		0		0	0	0	0	52 800	17	45 600	15
Axe 2	0	0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 3	0	0	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 4	0	0	0		?		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Axe 5	1 862 017	2 234 420	0		1 578 420	71	0		198 510	9	126 550	6	0		0		31 350	1	120 600	5	0		0	
Axe 6	50 000	60 000	0		30 000	50	0		18 000	30	12 000		0		0		0		0		0		0	
Axe 7	20 899 294,26	20 899 294,26	0		8 625 287,13	41	0		0		5 279 035,75	25	1 707 985,63	8	0		5 221 746,90	25	65 238,85	0				
TOTAL	23 631 444,26	24 066 114,26	223 520	0,9	10 366 987,13	43	4 500	0,0	517 450	2	5 417 585,75	23	1 707 985,63	7	111 760	0,5	5 253 096,90	22	185 838,85	0,8	52 800	0,2	45 600	0,2

**ANNEXE 6 :**  
Calendrier prévisionnel

---

## PAPI complet du bassin de la Seudre 2018 - 2028

**CALENDRIER prévisionnel avenant n°2 de  
la convention cadre du PAPI**[illegible]

						Engagements pévissionnels										
	Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Maître d'ouvrage	Coût global	HT ou TTC	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens	Action V.G.1	Diagnostic de vulnérabilité aux inondations de l'ensemble des réseaux	SMBS	0 €												
	Action V.G.2	Animer les réflexions sur l'élaboration d'une stratégie de gestion et valorisation des déchets post-inondation	SMBS	72 000 €	TTC								36 000 €	36 000 €		
	Action V.M.1	Analyse de vulnérabilité aux sumersions marines des habitations et établissements sensibles	SMBS	325 020 €	TTC		18 000 €	35 500 €	35 500 €	36 200 €	37 000 €	40 705 €	40 705 €	40 705 €	40 705 €	
	Action V.M.2	Etude du maintien de la continuité territoriale face au risque submersion marine	CD 17	54 000 €	TTC						27 000 €	27 000 €				
	Action V.M.3	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des habitations dans l'estuaire de la Seudre	Particuliers	1 565 000 €	TTC						313 000 €	313 000 €	313 000 €	313 000 €	313 000 €	
	Action V.M.4	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés de l'estuaire de la Seudre	Entreprises	82 900 €	TTC							16 580 €	16 580 €	16 580 €	16 580 €	16 580 €
	Action V.M.5	Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments publics (hors réseaux et infrastructures) de l'estuaire de la Seudre	Collectivités locales	95 500 €	TTC							19 100 €	19 100 €	19 100 €	19 100 €	19 100 €
	Action V.M.6	Etude de faisabilité de l'achat des habitations exposées à plus de 1 m d'eau sur le secteur nord de Bourcefranc-le-Chapus	CCBM	40 000 €	TTC							40 000 €				
Axe 6 : Ralentissement des écoulements	Action VI.G.1	Elaboration d'une gouvernance de l'eau adaptée sur le bassin de la Seudre	EPCI du bassin de la Seudre	0 €		Financement hors cadre PAPI										
	Action VI.G.2	Animer la réflexion sur les politiques foncières à l'échelle du bassin	SMBS	0 €												
	Action VI.M.1	Analyse du rôle des taillées dans la protection contre la submersion marine	SMBS	60 000 €	TTC						30 000 €	30 000 €				
Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydraulique	Action VII.M.1	Confortement et rehaussement des digues de 1er rang sur Ronce-Les-Bains	CD 17	4 903 600 €	HT			71 690 €	71 690 €	71 690 €	142 465 €	2 344 265 €	2 201 800 €			
	Action VII.M.2	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de La Tremblade	CD 17	5 270 000 €	HT			65 874 €	65 874 €	65 874 €	104 126 €	104 126 €	2 484 126 €	2 380 000 €		
	Action VII.M.3	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de Chaillevette	CD 17	2 950 000 €	HT				26 418 €	26 418 €	74 291 €	74 291 €	74 291 €	940 958 €	866 667 €	866 667 €
	Action VII.M.4	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la commune de l'Eguille-sur-Seudre	CD 17	1 660 000 €	HT			83 920 €	83 920 €	83 920 €	49 121 €	704 121 €	655 000 €			
	Action VII.M.5	Création d'un système d'endiguement rapproché des habitations sur la commune de Saujon	CD 17	5 710 000 €	HT				27 965 €	62 965 €	112 268 €	112 268 €	112 268 €	1 835 601 €	1 723 333 €	1 723 333 €
	Action VII.M.6	Confortement/rehaussement de la digue de 1er rang sur la commune de Marennes	CD 17	100 489 €	HT		25 122 €	25 122 €	25 122 €	25 122 €						
	Action VII.M.7	Création d'une protection rapprochée des habitations sur la partie nord de la commune de Bourcefranc-Le-Chapus	CD 17	225 705 €	HT				55 348 €	90 348 €	26 670 €	26 670 €	26 670 €	0 €	0 €	
	Action VII.M.8	Etudes stratégiques de réduction de la vulnérabilité à la submersion marine sur le secteur sud de L'Eguille	CD 17	79 500 €	HT							39 750 €	39 750 €			
Total				24 066 114 €	/	50 800 €	156 922 €	458 906 €	505 636 €	513 336 €	966 740 €	3 982 675 €	6 070 089 €	5 643 544 €	3 040 985 €	2 676 480 €



## **ANNEXE 7 :**

Communes concernés par le respect des obligations de l'article 8 de  
la présente convention

---

- Chaillevette
- L'Eguille-sur-Seudre
- La Tremblade
- Saujon